

CHRONIQUE DE L'INTOLERABLE

Ce qui était inacceptable sous le quinquennat
de Nicolas Sarkozy le reste sous celui de son
successeur

mai 2012– mai 2013



Réseau Éducation sans frontières
www.educationsansfrontieres.org/article43937.html

L'élection de François Hollande, le 6 mai 2012, a soulevé un grand espoir parmi les étrangers stigmatisés et souvent persécutés par 10 ans et plus de sarkozysme. Il a rapidement fallu déchanter. La nomination du premier gouvernement du quinquennat avec Manuel Valls au poste de ministre de l'intérieur et plus encore, le maintien de tout ce qui touche à l'immigration sous le contrôle exclusif de son ministère n'étaient pas de bon augure. Dès la fin mai, après l'expulsion de deux pères de familles Roms à Lyon, RESF décidait de tenir un relevé aussi précis que possible des situations intolérables dont il aurait connaissance. En juin Manuel Valls précisait qu'il n'y aurait pas de régularisation massive.

De fait, si le taux d'occupation des CRA, (centres de rétention administrative dans lesquels sont enfermés les étrangers en attendant leur expulsion) a fléchi au deuxième semestre 2012, conséquence de l'interdiction temporaire de la garde à vue des sans papiers, ces centres sont à nouveau, en 2013, « normalement » remplis et les expulsions ont repris leur rythme de croisière, générant des situations intolérables, celles décrites dans cette chronique, et tant d'autres. Les événements et les chiffres cités ici ne reflètent que très partiellement le caractère massif de la rétention. En effet, les jeunes scolarisés, les familles et les parents d'enfants scolarisés ne constituent qu'une petite fraction des retenus, la grosse majorité étant des travailleurs sans famille en France.

Certes, le discours du gouvernement est

débarassé des relents xénophobes, voire racistes des propos et des « plaisanteries » de Guéant, Besson ou Hortefeux. Sauf quand Valls insulte les Roms « incapables de s'intégrer (**sic**) ». Certes la circulaire du 6 juillet 2012 « interdit » l'enfermement des enfants en centre de rétention mais elle est assortie de tellement de conditions que seuls les enfants dont les parents sont volontaires pour être expulsés sont assurés d'y échapper, et encore. C'est si vrai que, depuis, plus d'une dizaine de familles ont été placées en rétention. Elles n'en sont sorties qu'avec les réactions rapides des associations et du Défenseur des droits. Certes la garde à vue des sans papiers est interdite. Mais elle est remplacée par une « retenue » de 16 heures, mesure dérogatoire au droit. Certes la circulaire du 28 novembre 2012 dite d'admission exceptionnelle au séjour définit des conditions de régularisation pour les familles, les jeunes majeurs scolarisés et les salariés. Mais ce document porte bien son nom : régularisation « exceptionnelle » ! Une partie des familles entre bien dans ses critères (5 ans de présence prouvée et 3 ans de scolarité d'un enfant, tout de même !) mais beaucoup devront attendre encore des années. Mais surtout, ce texte exige des travailleurs qu'ils produisent des feuilles de paye, condition impossible à remplir pour des salariés condamnés à travailler au noir. Quant aux lycéens, ils doivent avoir été scolarisés 2 ans avant le jour de leur 18^e anniversaire. Des dispositions qui excluent l'écrasante majorité des travailleurs et des jeunes majeurs scolarisés condamnés à

demeurer des parias sociaux menacés d'expulsion à tout instant.

En réalité, sur le fond, la politique de Manuel Valls est dangereuse et, même si le mot peut paraître outrancier, criminelle. Affirmer avoir pour ambition de procéder à autant d'expulsions qu'Hortefeux et Guéant et refuser de régulariser davantage qu'eux, valide leur politique. C'est installer dans l'opinion l'idée qu'à quelques éléments de langage près -ce qui a son importance mais n'est pas l'essentiel- il n'existe qu'une politique possible en matière d'immigration : celle qui trie les étrangers, en prive arbitrairement certains de papiers, fait d'eux des citoyens de seconde catégorie, les traque, les arrête, les emprisonne, les expulse. Et c'est du même coup préparer une caution « de gauche » aux futures mesures de la droite revenue au pouvoir.

La lecture de cette *Chronique de l'intolérable du quinquennat de François Hollande* est sans doute pénible. Dans sa forme d'abord, parce qu'il s'agit de notes reprises de mails d'alerte rédigés dans l'urgence pour tenter de sauver un père ou une mère. Mais aussi, sur le fond, parce qu'elle présente une collection de situations difficiles, une série de malheurs qui s'abattent sur des familles et des enfants. Si elles peuvent paraître répétitives, c'est que les situations elles-mêmes le sont : chaque jour, dans la paisible routine d'une administration préfectorale et policière, des jeunes sont arrêtés, des enfants privés d'un père ou d'une mère, un jour, cinq jours, 25 ou 45 jours quand l'administration « échoue ». Pour des années, voire définitivement quand elle « triomphe ». On imagine les traumatismes, sur les parents, celui qui reste, celui qui disparaît temporairement ou définitivement. Et sur les enfants. Même quand elles durent

2 « peu », ces situations sont des événements terribles qui laissent des profondes traces sur ceux qui les subissent. Comment se défendre, à la lecture de cette litanie sinistre, d'un sentiment de gaspillage, de moyens énormes mis au service d'un gigantesque gâchis social et humain ?

Ces faits n'abîment pas seulement celles et ceux qui s'y trouvent impliqués directement, les sans papiers et leurs proches ou les fonctionnaires chargés d'appliquer des décisions inhumaines (le pire serait qu'ils s'habituent, sans problèmes de conscience, à l'inhumain). Ils agressent aussi la fraction de la population de ce pays dont le nom, le prénom ou le visage disent l'ascendance et qui se sentent, à juste titre, visés par les mesures contre « les immigrés ». En réalité, ces faits concernent toute la société.

D'abord parce qu'ils sont l'application à la situation particulière des immigrés de ce qui semble être une règle de ce gouvernement. Sur la plupart des questions, à l'exception du mariage pour tous, il fait le choix des concessions à la droite. Certains le lui reprochent dans le domaine économique, dans le domaine de la législation du travail, sur l'amnistie des salariés, etc... C'est une faute politique majeure, il faut y insister. En reculant sur les contrôles au faciès, en lâchant sur le vote des étrangers, en persistant à traiter l'immigration comme « un problème », en faisant siens les objectifs de Guéant sur les expulsions et les régularisations, non seulement le gouvernement valide la politique de ses prédécesseurs (qualifiée en son temps de « tache noire du sarkozysme »), mais il cautionne par avance, « dans le droit fil de ce qu'a fait M. Valls », nous dira-t-on, ce que fera la droite pain au chocolat quand elle reviendra aux affaires, dès 2017 probablement, si Hollande poursuit dans la même voie.

LISTE DES ABREVIATIONS

APRF : Arrêté de reconduite à la frontière
CADA : Centre d'accueil de demandeurs d'asile
CAFDA : Coordination de l'accueil des familles demandeuses d'asile
CNDA : cour nationale du droit d'asile
CRA : Centre de rétention administrative
GAV : Garde à vue
JLD : Juge des Libertés et de la détention

IRTF : Interdiction de retour sur le territoire français
OFPPRA : Office français de protection des réfugiés et apatrides
PAF : Police de l'air et des frontières
OQTF : Obligation de quitter le territoire français.
PPP : Préfecture de police de Paris
T.A : Tribunal administratif
VPF : Vie privée et familiale

**CONSTITUTION DU PREMIER GOUVERNEMENT
DU QUINQUENNAT DE
FRANCOIS HOLLANDE**

**MANUEL VALLS MINISTRE DE L'INTERIEUR
4 ENFERMEMENTS
2 PERES EXPULSES**

29 mai, Lyon (69)

Arrestations, garde à vue, plus de 20 jours de CRA, expulsions, deux familles démembrées, deux quasi orphelins

Sevdet KERIMOV et Sedat KERIMOV sont frères et Rroms. Ils sont arrivés en France en 2010, avec leurs familles pour fuir les persécutions subies par leur communauté en Macédoine. Comme une quinzaine d'autres familles demandeuses d'asile ou déboutées de l'asile depuis février dernier, ils vivent dans un dénuement extrême, sans ressources, dans l'ancien hangar des taxis de Perrache. Père chacun d'un enfant, ils ont été placés en rétention le 29 mai à Lyon St Exupéry

<http://blog.collectifitem.com/2012/06/08/une-vie-francaise-les-taxis-de-perrache/>
<http://resf.info/article43496.html>

Sevdet KERIMOV a été expulsé le 20 juin, laissant ici Muzenka, son épouse, et son fils Serdar, 17 ans. Sedat KERIMOV a suivi le même chemin le 22 juin. Sukra, son épouse et Bilal, son fils de 4 ans, restent seuls. Sevdet et Sedat auront eu l'immense honneur d'avoir été les deux premiers pères de famille expulsés sous Hollande !!!

31 mai 2012

Lyon (69)

Enfermement en famille, démembrement prévu.

Dina BUNGA, angolaise, 3 enfants, est maintenue au centre de rétention de Lyon Saint-Exupéry par le tribunal administratif (T.A.) comme Dublin II alors que son mari et les trois enfants de 2, 3 et 6 ans sont libérés.

Enfin libérée le 31 mai sur décision du cabinet Valls.

Ile de France

Arrestation, garde à vue, 45 jours d'enfermement en rétention, un refus d'embarquer

Gervais Gantchou, camerounais, 30 ans est père deux enfants français (10 ans et 5 ans). Il vit en France depuis 2000 où, à 18 ans, il a rejoint son frère et sœur. Il est sans papiers. Il travaille comme il peut, connaît une jeune femme, française. Ils ont une fille, née en 2002. Le couple se défait. Gervais a une seconde fille, née en 2005, d'une seconde compagne, française. Gervais a été condamné à de la prison à deux reprises pour des délits mineurs et, à la suite du dernier, à une interdiction du territoire d'un an. Sa peine de prison achevée, il est transféré en rétention. Le 31 mai, au 41e jour de sa rétention, Gervais lit son nom sur le panneau d'affichage du CRA de Mesnil-Amelot. Il doit être expulsé le 1er juin. Mais il résiste à son embarquement.

Libéré après 45 jours de rétention

<http://blogs.mediapart.fr/blog/resf/040612/gervais-gantchou-premier-pere-denfants-francais-expulse-par-hollande>

**21 ENFERMEMENTS
4 PARENTS EXPULSES**

6 juin, Ivry (94)

Arrestation, Garde à vue, placement en rétention, deux enfants traumatisés

Monsieur DU, citoyen ivryen d'origine chinoise, père de deux enfants, Sunday (4 ans) née en France et Aimei (7 ans) née aux Pays Bas. En France depuis plus de 4 ans, au centre de rétention de Vincennes maintenu en rétention en appel TA.

Libéré le 6 juin.

9 juin, Mayotte

Arrestation, GAV, 5 jours en CRA, deux enfants (11 ans et 9 ans) laissés à eux mêmes.

Ali AHAMED, comorien, est père de quatre enfants : Rachka (11 ans) et Omar (9 ans) sont avec lui à Mayotte, tandis que deux autres résident actuellement avec leur mère en métropole pour y faire soigner Raniya, atteinte d'une pathologie grave et chronique. Le 7 juin, Ali est placé en rétention. Après son arrestation, ses deux enfants sont seuls, livrés à eux-mêmes.

Libéré le 11 juin, pour vice de procédure : il a passé 5 jours en rétention sans être présenté à un juge.

Le tribunal administratif a confirmé l'OQTF, trois jours après la libération d'Ahmed : « la famille peut bien vivre aux Comores » !

11 juin, Tours (37)

Arrestation, garde à vue, 11 jours en rétention, deux enfants traumatisés.

Gazmend SHAQUIRI, 29 ans, deux enfants nés à Tours, Eris, 2 ans et demi, et Erisa, un an et demi, en France depuis 2009, onze jours au CRA de Palaiseau le 11 juin.

Libéré 22 juin.

12 juin

Abbeville (80)

Arrestation de Mohamed KABA, jeune lycéen, dans l'enceinte de la préfecture de BEAUVAIS

Mohamed KABA, né le 5 avril 1994, a fui la Guinée, en passant par l'Espagne pour arriver en France en novembre 2011, après avoir assisté au massacre des opposants au régime en place en septembre 2009, au stade de Conakry. Son père est abattu, et sa sœur violée sous ses yeux. Encore mineur lors de son arrivée en France, Mohamed KABA a été pris en charge par l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance) du Conseil Général de la Somme qui le scolarise au LP d'Abbeville, en section plomberie. Ainsi, tout juste majeur, il dépose une demande d'asile en France à la Préfecture de Beauvais, préfecture de la Picardie habilitée à recevoir les demandes. Le 12 juin 2012, lors d'une seconde démarche préfectorale avec son éducatrice, il est arrêté dans l'enceinte même de la préfecture de Beauvais et envoyé au CRA de Oissel les Rouen. Refusant de monter dans l'avion au départ de Roissy, le 13 juin 2012, il est réincarcéré à nouveau. **Il a été traduit au Tribunal Administratif de Rouen le 14 juin puis devant le JLD qui l'a libéré.**

Châteauroux (36)

Arrestation en sortie de préfecture, GAV, 2 jours en CRA, assignée à résidence pour 45 jours dans un hôtel de Rennes qui refuse de les recevoir pendant trois jours.

La famille Pedro, demandeurs d'asile angolais et ses 2 enfants âgés de 2 ans et 4,5 mois, convoqués à la préfecture puis interpellés à la sortie, sont conduits au CRA de Rennes.

Elle rentre libre à Châteauroux le TA a annulé l'assignation à résidence.

19 juin

Brest (29)

Dublin II et solidarité des parents d'élèves.

Les Bagueiv, famille russe d'origine tchétchène, avec trois enfants, est cachée depuis samedi 16 juin dans le Finistère. Ainsi, on en est là, sept semaines après l'élection de François Hollande : des parents d'élèves, des enseignants, des gens comme tout le monde, dont un bon nombre sans doute ont voté pour le président « normal » cachent une famille pour la faire échapper à la police de Monsieur Valls !

Le sort des « Dublin II » rejetés de pays en pays

Elmira OZMANOVA, Géorgienne Yézide, arrivée en France il y a 4 mois en provenance de la Pologne, au CRA de Metz. Sa fille de 18 ans, arrivée en même temps que sa mère en France, n'était pas là lors de l'interpellation, elle a disparu.

Expulsée en Pologne fin juin

Saint Denis (93)

Arrestation, 3 jours en CRA,

Ganbaatar TSOODOL, mongol, en France depuis 2003, enfermé au CRA de Bobigny, deux enfants, Munkhsolongo Bud, 6 ans, née en France scolarisée à l'école Louise Michel à Saint-Denis en CP. Son fils, à la légion étrangère.

Libéré par le TA vendredi 22 juin

Nîmes (30)

Arrestation en préfecture et mise en rétention du père d'un bébé de trois mois.

Akhmeb KHARATCHOIEV, Milana GAGALOVA et YASSIN leurs fils de trois mois, tchétchènes, convoqués puis arrêtés en préfecture, la femme est relâchée avec le bébé mais le père placé en rétention.

Libéré le lendemain.

13 juin

Hauts de Seine

Expulsion par avion spécial, menotté et escorté d'une quinzaine de policiers, de M. P. Géorgien, marié à une Française et beau-père de deux enfants français. Nous n'avons pas donné à l'affaire la publicité qu'elle mérite car M.P. sort de prison (pour une affaire remontant à avant son mariage) et la mère des enfants ne veut pas qu'ils sachent. C'est, néanmoins, l'un des premiers démembrements d'une famille de l'ère Hollande (à notre connaissance). Informé, le cabinet n'a pas bougé.

4 Villejuif (94)

Arrestation, GAV, 44 jours en CRA, deux enfants traumatisés.

Monsieur Carlos DA PINA, cap verdien, deux enfants, Zetito, 4 ans, scolarisé à l'école des Hautes Bruyères à Villejuif et de Zino, 2 ans, nés en France, sa femme en demande d'asile.

Libéré 10 juillet au 44^{ème} jour de rétention !

15 juin

Paris 11ème (lycée M Desprez)

Arrestation de lycéens, 4 jours en CRA,

Yohan EKANAYAKE et Stefane SIRIWARDANA, lycéens, de nationalité Sri lankaise au CRA3 du Mesnil-Amelot, Yohan vit avec ses parents en situation régulière, Stéphane est né en France.

Libérés le 19 juin.

Rennes (35)

Arrestation et mise en rétention de deux enfants de six mois et deux ans.

Un couple angolais est enfermé avec ses deux très jeunes enfants au CRA de Rennes.

Libérés après une nuit de rétention et intervention du défenseur des droits.

Aéroport Roissy (95)

Enfermée 5 jours en zone d'attente avec un bébé de 17 mois.

Caroline MOTIERO LEITTE AMORIN, brésilienne, en France depuis 7 ans, empêchée d'entrer en France et de rejoindre son mari. L'enfant reste sans soin et sans lait approprié.

Libérée le 18 juin

18 juin, Paris 19^{ème}

Arrestation et mise en rétention

Daniel EKEA KAY (RDC), arrivé en France en 2002, enfermé au CRA3 du Mesnil-Amelot. Il est père d'une fille, Keyssa, 3 ans et demi à l'école Romainville (93).

Libéré par la préfecture.

19 juin Metz (57)

En rétention au CRA de Metz

Aboubacar FOFANA, Ivoirien, en France depuis février 2008, père de Massandje, deux ans, dont il s'occupe et pour laquelle il verse une pension alimentaire. Il vit actuellement avec une jeune femme, française, enceinte de 6 mois d'un enfant dont il est le père.

Maintenu en rétention le 16 juillet

20 juin Longpont sur Orge (91)

11 ans à craindre l'arrestation et l'expulsion, deux arrestations coup sur coup, deux fois en rétention.

Patrick KANZA congolais, en France depuis 2001, père de deux enfants, Patricia 4 ans et Samuel, 2 ans, travaille dans le bâtiment. Après 4 jours de rétention au Mesnil-Amelot, le Tribunal Administratif de Melun le libère, le jour où Manuel Valls visitait le centre de rétention.

Moins d'un mois plus tard, c'est sur le chantier qu'il est contrôlé, et le voici de nouveau en rétention, cette fois à Vincennes.

Libéré par le TA.

22 juin

Montluçon (03)

La banalisation de l'arrestation et de la mise en rétention.

M. Nadoyan, père de deux enfants, Gorgi scolarisé à l'école Jean Giono à Montluçon et Nver inscrit pour l'année prochaine.

Libéré par TA

Dieppe (76)

Une carte de séjour, un travail, mais une OQTF et une assignation à résidence avant expulsion

Doinita Mustafa, roumaine, mère de deux enfants, Béatrice et Ionut - tous deux scolarisés depuis 4 ans à l'école Michelet au Pollet (à côté de Dieppe). Depuis 2008 en France. Mobilisation d'élus et de syndicalistes, de parents d'élèves devant l'immeuble.

Assignation à résidence levée.

25 juin

Poitiers (86)

Dublin II encore, convoquée puis arrêtée en préfecture, 3 jours en CRA.

Lousin SIMONIAN, Arménienne, 55 ans, divorcée, mère et grand-mère, son fils Jirair OHANIAN et de sa petite-fille de 5 ans, Lousiné OHANIAN. En 2011, aux Pays-Bas, demande d'asile rejetée, convoquée le 25/06 à la préfecture de la Vienne Lousin SIMONIAN y a été arrêtée.

Expulsée le 28 juin vers Amsterdam

Paris

Arrestation et placement en rétention d'un père chinois

M. Ou CHEN, père du petit Yankaï CHEN, né en 2006 et scolarisé à la maternelle de la rue de Tourtille (20°) a été arrêté lors d'un contrôle d'identité et placé en rétention à Vincennes. Sa mère, sa femme et le reste de sa famille (oncle, tante et cousins en situation régulière) vivent en France, mais M. CHEN travaille en Italie où il dispose d'un titre de séjour valide. C'est grâce à cela qu'il subvient aux besoins de sa famille.

Expulsé vers l'Italie par avion le 20 juillet, au 25^{ème} jour de détention

JUILLET 2012

**13 ENFERMEMENTS
3 EXPULSIONS**

1er juillet, Chalon sur Saône (71)

Tentative de suicide pour échapper à une expulsion programmée.

Naïma, algérienne, mariée en 2008 avec un français, en France depuis 2009. Mise à la porte du domicile conjugal, séparation de corps. OQTF, annulée par le tribunal administratif en août 2011, appel de la Préfecture mars 2012. Nouvelle OQTF. Naïma, assignée à résidence à Chalon Sur Saône. Tentative de suicide le 1er juillet.. **Assignation à résidence levée le temps de son hospitalisation !!! Depuis, elle vit cachée.**

5 Dieppe (76)

Débouté de l'asile, OQTF, assignation à résidence en vue d'expulsion.

Famille MANSURYAN arménienne, en France depuis novembre 2009 pour demander l'aile politique. Narek, le père, Irina, la mère, parents de Milena, 2 ans assignés à résidence depuis le 3 juillet 2012, ce qui signifie une expulsion imminente.

Assignation à résidence levée par le TA le 10 juillet

Paris 10ème

Arrestation sur le lieu de travail.

M. HU, chinois, en France depuis 2005, père d'une jeune fille de 13 ans, scolarisée au collège Grange aux Belles, arrêté hier sur son lieu de travail et mis en rétention aujourd'hui en début d'après midi

Libéré par le TA. OQTF annulée

Refus d'asile : en rétention dans la zone d'attente de Roissy (95)

Une Somalienne qui demandait l'asile à Roissy a vu sa demande rejetée en 24 h par le ministère de l'intérieur qui a prescrit son renvoi vers la Somalie. Rejet le 7 juillet de son recours par le TA, en dépit des risques évidents qu'encourt Mademoiselle A. dans son pays, en tant que femme et membre d'un clan minoritaire, originaire d'une partie du pays en proie à des affrontements meurtriers pour les civils.

Fin du maintien en zone d'attente le 11 juillet, le comité contre la torture de l'ONU demandant à la France de ne pas la renvoyer, tant que sa demande n'est pas instruite. Elle a pu déposer sa demande d'asile

2 juillet Seine Saint-Denis

Manuel Antonio BORGES NUNES SANCHES, cap-verdien en France depuis 11 années, père de trois enfants, enfermé au CRA du Mesnil-Amelot

Libéré le 8 juillet

4 juillet

Débouté de l'asile, OQTF, 5 jours de rétention.

KAMAGATE Brahima, ivoirien, en France depuis 2009 fuyant la guerre civile, deux enfants, enfermé au Centre de Rétention Administrative du Mesnil-Amelot, sa compagne Diacoumba DIABY, Française d'origine guinéenne, enceinte de 4 mois.

Libre le 9 juillet du TGI de Meaux sur décision du JLD

6 juillet

CIRCULAIRE VALLS SUR LA LIMITATION DU PLACEMENT DES ENFANTS EN RETENTION

9 juillet, Amiens (80)

Un préfet s'acharne, expulsion du père, non-renouvellement de carte...

Méroujane ANTONYAN, 18 ans, lycéen reçu au Bac S, inscrit à la fac. Le préfet de l'Oise a expulsé son père Aram, en Arménie le 22 avril. Le titre de séjour étudiant (accordé par le TA d'Amiens) suite à une mobilisation du lycée expirait le 30 Juin. On craint une nouvelle OQTF.

12 juillet, Strasbourg (67)

Une femme enceinte de six mois a été interpellée et placée au Centre de Rétention de Geispolsheim, près de Strasbourg.

Ses deux enfants mineurs de 7 et 8 ans ont ainsi été séparés d'elle et livrés à eux-mêmes. Le Défenseur des droits et le Ministère de l'Intérieur ont notamment été saisis par L'Ordre de Malte. Par ailleurs une saisine spéciale du juge des libertés a été tentée afin que cette mère de famille puisse voir ce juge rapidement (et non au bout de 5 jours comme le prévoit la loi depuis la réforme de l'été dernier).

Sur instruction, la Préfecture a finalement assigné à résidence cette mère de famille.

15 juillet, Seine Saint-Denis

Deuxième enfermement en 8 jours :

Manuel Antonio BORGES NUNES SANCHES, cap-verdien en France depuis 11 années, père de trois enfants, placé en rétention le 2 juillet et libéré le 8 juillet, à nouveau contrôlé et enfermé au CRA du Mesnil-Amelot

16 juillet, Chelles (77)

12 ans en France, OQTF

Placement en rétention de Kamarkotić CAMARA, en France depuis 2008, après 8 ans de séjour en Italie avec sa famille. Père de 3 enfants scolarisés, occupant un emploi stable, parrainé par la mairie de Roissy en Brie.

Libéré le 18 juillet

17 juillet, Champigneulle (54)

Arrestation pour une expulsion express à la mode Dublin II.

Adam RASUKHANOV (24 ans), russe d'origine tchétchène a été arrêté au domicile de ses parents, réfugiés politiques depuis 2007. Venu en France il y a 3 mois pour retrouver sa famille, il était le dernier garçon de la fratrie resté en Tchétchénie, le plus jeune était venu avec ses parents en 2007, l'aîné a pu engager une demande d'asile en France l'année dernière. Il a refusé d'embarquer dans un avion pour la Pologne le 18 juillet, et sera traduit en comparution immédiate.

18 juillet

Hauts de Seine

Arrestation, rétention, libération... Pour quoi ?

Didier I. père d'un enfant scolarisé et, en secondes noces, d'un bébé de trois mois. Sa femme a une carte de 10 ans.

Libéré par le TA le 21 juillet. Trois jours de prison et d'angoisse pour rien.

Lyon (69)

Arrestation et rétention d'un père de famille de 5 enfants sous le coup d'une double-peine

M. Mechemoum, algérien, est en France depuis septembre 1997. En 2002, il obtient une carte de résident valable jusqu'en 2012. Cette carte lui est retirée en 2010 suite à une condamnation de prison. Il a purgé cette peine de prison et est sorti en mars 2011. Un arrêté préfectoral d'expulsion est prononcé par la préfecture du Rhône en 2010. Le tribunal a annulé dans

6

un premier temps cet arrêté avant qu'il soit confirmé par la Cour d'Appel.

C'est sur la base de cet arrêté qu'il a été arrêté sur son lieu de travail le 18 juillet.

Libéré le 19 juillet et assigné à résidence pour une expulsion prévue jeudi 2 août.

<http://resf.info/P2365>

Fontenay aux roses (92)

Arrestation, rétention, périple en Grèce pour satisfaire l'abrutissement bureaucratique.

Sabri N., Egyptien, compagnon d'une femme titulaire d'une carte de 10 ans, beau-père de deux enfants (qui l'appellent papa) scolarisés à Fontenay-aux-Roses, titulaire d'un titre de séjour grec. Arrêté, mis à Vincennes. Libéré quand sa compagne a acheté un billet pour Athènes. Il va rentrer en Grèce, prolonger son titre de séjour... et revenir, évidemment. A quoi cela rime-t-il ?

21 juillet, Zone d'attente de Toulouse Blagnac (31)

Maintenu en zone d'attente depuis samedi 21 juillet, un jeune Sénégalais homosexuel avait déposé une demande d'asile qui a été rejetée par le ministère de l'Intérieur.

Persécuté au Sénégal en raison de son homosexualité, Lamine est arrivé le 21 juillet à l'aéroport de Toulouse Blagnac et a sollicité son admission sur le territoire au titre de l'asile. Demande examinée en une trentaine de minutes par téléphone par un agent de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et en présence de deux policiers, au mépris total du principe de confidentialité d'une telle demande. Rejet de sa demande par le ministère de l'intérieur sur avis de l'OFPRA.

Annulation de la décision de l'intérieur le 26 par le TA. Amine a pu déposer sa demande d'asile

22 juillet, Metz (57)

Après Ardi puis Blendon, enfants handicapés et malades expulsés au Kosovo avec leurs parents malgré l'opposition des médecins, le premier par Besson, le second par Guéant, bientôt le tour de Ledion expulsé par Valls ?

Ledion, 9 ans, Kosovar, souffre d'un syndrome malformatif qui génère des douleurs pour lesquelles aucune solution n'a encore été trouvée.

Malgré l'avis des médecins, OQTF pour sa mère.

<http://resf.info/P2362>

23 juillet, Montceau-les-Mines (71)

Un infirmier algérien, cueilli chez sa sœur au 7ème jour de son assignation à résidence, expulsé sur dénonciation

Tahar, dont la validation des acquis professionnelles et la formation était acceptées, a été arrêté chez sa sœur sans pouvoir prendre une seule de ses affaires. Il a été emmené au commissariat de Montceau puis à l'aéroport de Lyon, d'où il a décollé en fin d'après-midi pour l'Algérie.

Expulsé le 23 juillet

<http://resf.info/P2366>

24 juillet, Lille (59)

Arrestation, mise en garde à vue, rétention et tentative d'expulsion du père d'une enfant scolarisée

Kamel Azzaz, à Lille depuis 5 ans avec sa fille scolarisée, arrêté sur demande de la préfecture du Nord alors qu'il faisait du vélo avec sa fille, placé en garde à vue, puis en rétention. Libéré, est convoqué au TA le 27 juillet. Mais, dans la nuit du 26 au 27 juillet, la police se présente à son domicile et l'emmène à Roissy pour l'expulser vers l'Algérie.

Opposition des passagers à son expulsion, retour au CRA. Le TA a rejeté son recours.

Expulsion réussie le 28, alors qu'il devait passer devant le JLD le 29 juillet.

25 juillet, Paris

Placement en rétention de la maman d'une fillette scolarisée dans une école du 7ème...

alors que le PV d'arrestation stipule que l'enfant est "au bled" !!! Rose Bimi, mère de Biyaga, est au CRA de Cité.

Sous la menace d'un communiqué de presse, libérée le 27 juillet avec OQTF

31 juillet,

Centre de rétention de Marseille Le Canet (13)

Deux tentatives d'expulsion, une mise en isolement avec violences, un malaise non pris en compte des secours envoyés au bout de 10 heures : une femme entre la vie et la mort.

Fatima Asfour, Marocaine de 39 ans, tous recours épuisés, placée en rétention le 29 juin. Maintenu par le JLD les 1^{er} et 21 juillet. Deux tentatives d'expulsion les 10 et 18 juillet, auxquelles elle s'est opposée en refusant de quitter sa chambre. Le Consulat du Maroc a demandé au préfet du Vaucluse le réexamen de sa situation. Placée en cellule d'isolement le 30 juillet à 15h, pour une expulsion le lendemain. A 19h, elle appelle sa famille à l'aide, se plaignant de violents maux de ventre et de violences policières. Secours intervenus à 1h du matin le 31 juillet, 10h après sa mise à l'isolement et 6 heures après son appel à l'aide. Hospitalisée, on constate des traces de menottage à ses poignets et des hématomes sur son visage.

Entre la vie et la mort. Une enquête est ouverte

Lyon (69)

Acharnement de la préfecture du Rhône sur une famille Kurde d'Azerbaïdjan et ses deux enfants :

3^{ème} assignation à résidence afin d'obtenir un laissez-passer que la préfecture a bon espoir d'avoir rapidement pour exécuter l'OQTF Ano et Nane Mamoï et leurs enfants en France depuis 2010. Enfants scolarisés. Demande d'asile rejetée, demande de titre de séjour également, OQTF en février 2012. Hébergement dans le cadre du plan grand froid de l'hiver 2011/2012, puis exercice du droit à l'hébergement qui contraint la préfecture à les loger dans un hôtel le 10 avril. Le 12, arrestation à leur hôtel et placement en rétention. Le 13, assignation à résidence par le TA pour 45 jours, prolongée une 1^{ère} fois. Le 9 mai, RDV annulé à l'ambassade d'Azerbaïdjan pour laissez-passer. Courant juillet, ordonnance du TA déboutant le préfet de sa demande de fin d'hébergement ... acharnement de la préfecture ! Depuis le 28 juillet, multiples pressions policières auprès d'Ano pour,

7 qu'en l'absence d'interprète, il signe un document qu'il ne comprend pas – en fait une nouvelle assignation à résidence, la troisième ! – ce qu'il refuse. Jeudi 2 août : contestation de cette assignation devant le TA... la préfecture expliquant l'annulation de la convocation à l'ambassade d'Azerbaïdjan par le fait que la PAF ne peut escorter des personnes assignées à résidence !!!

Nouvelle convocation à l'ambassade le 9 août, la préfecture affirme « qu'il y a une perspective raisonnable de faire partir Mr et Mme et donc d'exécuter l'OQTF ».

Janvier 2013 : **Aucun pays ne les accepte comme ressortissants. Ils sont donc apatrides, mais le statut d'apatridie est très difficile à obtenir. Ils ne sont toujours pas régularisés mais difficilement expulsables. Une situation que le gouvernement Hollande ne résout pas, puisque son ministre Valls refuse d'augmenter le nombre de régularisations**

<http://resf.info/P2368>

<http://resf.info/article44050.html>

Lozère

6 familles, 24 personnes expulsables

2 familles roms qu'on veut renvoyer vers des pays où ils subiront violences et persécutions.

Famille Dordevic - 2 enfants - Roms de Serbie

30 juillet, refus de titre de séjour "étranger malade", c'est sûr que les Roms peuvent se faire soigner sans problème en Serbie.

Expulsables

en janvier 2013 : Attente d'audience au TA pour leur recours contre le refus de carte de séjour

Famille Jovanovic - 4 enfants - Roms du Kosovo

Expulsables si réponse négative fin juillet début août *en janvier 2013* : de peur d'être expulsés, ils **ont fui la Lozère**. Depuis **ils vivent dans une caravane, les enfants ne sont pas scolarisés, car "nous ne pouvons pas les laver comme il faut" !**

3 couples mixtes :

Famille Omitogun

27 Juillet - Refus de titre de séjour. Audrey est française, John nigérian. Ils sont mariés depuis un an. John est expulsable, Audrey craque et envisage une grève de la faim.

En janvier 2013 : **John a été régularisé, ils attendent un enfant !**

Famille Wanzio - 2 enfants

Cliff est expulsable au Congo et Raimonda en Lituanie... et les enfants ???

En janvier 2013 : aucune nouvelle de la famille

Famille Patrikyan - 1 enfant

19 juillet - Assignés à résidence pour 45 jours et on leur demande de remplir des formulaires pour l'obtention de laissez-passer : elle pour l'Azerbaïdjan, lui pour l'Arménie... et leur fille ???

Expulsables

22 janvier 2013 : **Régularisés en décembre - Titre de séjour "Vie privée et familiale"**

1 famille tchéchène

Famille Iliassov - 4 enfants

Jeudi 2 août, ils vont recevoir une OQTF -

Expulsables

en janvier 2013 : - Recours au TA : rejeté. - Demande de titre de séjour : refusé.

AOUT 2012

8 ENFERMEMENTS

1 PERE EXPULSE

5 août,

Pantin (93)

Un père de famille philippin en rétention à Plaisir (78) depuis le 26 juillet, victime d'une tentative d'expulsion.

En France depuis 9 ans, M. Robert Bulatao est père de Jamaica, née en France en 2006 et scolarisée à Pantin. Tous les recours sont épuisés. A été emmené de force à l'aéroport le 5 août et a refusé d'embarquer.

Expulsable à tout moment

Metz (57) :

Mme Maroutyan Kocian : Arménie- Azerbaïdjan

Arrêté portant refus de séjour le 10 juillet, fin de prise en charge signifiée le 2 août : le 8 août la famille est priée de quitter son hébergement.

Anna, 15 ans est partie ce matin en séjour de vacances par le biais de Resf et ne sait pas où elle retrouvera sa mère à son retour. Annie 17 ans, proposée par ses professeurs en Internat d'excellence.

Expulsables <http://resf.info/P2369>

Famille Tora : Kosovo

OQTF du 18/11/2011 confirmée le 28 juin 2012 avec « invitation à exécuter au plus vite cette demande » malgré de nombreux avertissements de médecins tant pour la maman que pour son Ledion. Ledion 9 ans ½ doit entrer au CM 1 à la prochaine rentrée et Orges 5 ans en maternelle.

Le 20 septembre, une escouade de policiers vient à l'hôtel où réside la famille. Les parents avaient accompagné leurs enfants à l'école. Interpellation manquée.

Mais expulsables à tout moment

Famille Gurbanova-Amirian Arménie- Azerbaïdjan

Anouch la maman : APRF du 14/05/2012

La grand-mère, Balasan, a d'importants problèmes de santé, elle reçoit une OQTF le 27 janvier 2012, son recours est rejeté par le TA le 31/05/2012 ; tout cela malgré un lourd protocole de soins. Artouch, 6 ans ayant fait ses trois années de maternelle en France, se prépare à entrer au CP à la rentrée.

Expulsables

Mme Tavaratian Marina : Arménie- Azerbaïdjan

Arrêté portant refus de séjour malgré de très lourds problèmes de santé. David 13 ans, inscrit en Internat d'excellence à la prochaine rentrée et Hayk 9 ans également scolarisé en France

Expulsables

Famille Tavaratyan Madat : Arménie- Azerbaïdjan

8 Arrêté portant refus de séjour. Gayané 12 ans ½ et Alex 9 ans tous deux scolarisés en France

Expulsables

Famille Gashi Villaznim : Kosovo

Le 13 juillet 2012 arrêté portant refus de séjour avec obligation de quitter le territoire sous 30 jours . Melissa 11 ans ½ va entrer au CM2 et Liza, 7 ans, au CP.

Le petit Erdi, 2 ans, a des problèmes de santé ainsi que la maman.

Expulsables

<http://resf.info/P2363>

Famille Gashi Burim : Kosovo

APRF .Alea 1 an ½ Burim est le frère de Villaznim.

Expulsables

Famille Vazgenyan Samuel : Arménie-Azerbaïdjan

En France depuis février 2005. APRF du 24/05/2012 Ani, 7 ans et Armen 1 ans ½ nés en France. Ani vient de terminer son CP : très angoissée, elle refuse de quitter sa maman pour aller en séjour vacances (« parce qu'on n'a pas de papiers, j'ai peur qu'ils nous prennent »)

Expulsables

7 août, Bagnolet (93)

Un père de deux enfants en bas âge, dont un né en France, lui-même en France depuis 16 ans, en rétention au CRA de Vincennes

Monsieur SINGH Satpal, alias SINGH Baljinder s'est vu notifier une OQTF le 7 août. Un recours devant le TA est introduit.

Sa femme et son fils, Sameer BAINS alors âgé de 4 ans, l'ont rejoint en France en septembre 2009. L'enfant est actuellement scolarisé à l'école élémentaire Paul Vaillant Couturier de Bagnolet. Son deuxième fils, Sahil SINGH, aujourd'hui âgé de deux ans, est né en France. Sa femme, qui s'occupe des enfants, ne sait ni lire ni écrire, elle ne parle pas français, et est donc très dépendante de son mari pour les actes de la vie quotidienne. Tentative d'expulsion avec refus d'embarquer le 26/08. Maintenu en rétention, lors de l'audience de prolongation, le 1/09. Nouvelle expulsion programmée le 7/09.

Libéré par la cour d'appel du JLD le 3/09

<http://resf.info/P2373> et <http://resf.info/article44278.html>

8 août, Ivry sur Seine (94)

Un père de famille brésilien en rétention, menacé d'être expulsé.

M. Anderson de Souza, père d'un enfant en CE1 à la rentrée prochaine, a été placé en rétention et est menacé d'être expulsé vers le Brésil. Une nouvelle famille démantelée ?

Expulsé le 27/08/2012

<http://resf.info/P2380>

10 août, Paris

Arrestation et mise en rétention d'un lycéen algérien

Walid Allouche, 18 ans depuis le 24 avril, arrivé mineur en France en 2011, scolarisé au lycée Théophile Gautier et pris en charge par l'ASE depuis mai 2011, enfer-

mé en rétention sur le fondement d'une OQTF qui lui a été notifiée le 10 août. A subi des tests osseux le déclarant majeur, avant qu'il ne soit à nouveau déclaré mineur. Maintenu en rétention par le TA.

Libéré par le JLD le 15/08 mais toujours menacé d'expulsion, l'OQTF étant maintenue.

Nuit du 15 au 16 août, Mayotte

Un nouveau-né de 2 mois, enfermé avec sa mère au centre de rétention de Pamanzi, décède.

Le 15 août, avec 26 autres passagers, la barque sur laquelle il avait pris place avec sa mère a été arraisonnée par la Marine nationale à 22h45. A 1h du matin, tout le monde était débarqué à Petite Terre et une évaluation sanitaire était effectuée par un infirmier du centre hospitalier avant qu'à 2h40, tous les passagers soient enfermés au CRA. Le lendemain, à 7h25, la mère a constaté le décès de son enfant

Mort en rétention, cadavre "oublié" à la morgue.

17 août, Vidauban (83)

Convocation piège à la gendarmerie d'un père de famille kurde pour une mise en rétention immédiate

Mehmet DEMIRTAS, dont les demandes d'asile en qualité de Kurde de Turquie ont été rejetées, s'est vu retirer son permis de conduire. Il lui a été demandé de venir le chercher « avec ton fils, si tu veux » le lendemain à la gendarmerie. Là, il est escorté à son domicile où l'enfant est remis à la mère contre le passeport du père, embarqué sous les yeux de son fils Umut, 3 ans et d'Eva, 3 semaines, puis immédiatement placé en rétention à Marseille.

Libéré par le tribunal administratif le 21.08.12 avec annulation de l'OQTF prise par le préfet du Var.

<http://resf.info/article44319.html>

20 août, Langres (52)

Deux tentatives d'expulsion avortées. En rétorsion, le préfet met une famille kosovare à la rue

Zymer et Zymrije IDRIZI et leurs trois enfants sont d'origine serbe et issus de la minorité ethnique des ashkalis. Demande d'asile formulée avant que l'OF-PRA ne retire le Kosovo de la liste des pays sûrs. Recours CNDA rejeté. Assignés à résidence le 26 juillet. Deux convocations à la gendarmerie pour « départs volontaires » forcés, mis en échec grâce au comité de soutien. Les gendarmes se présentent au domicile le 20/08 pour leur expulsion, mais ne trouvent personne. En rétorsion, le préfet ordonne de mettre la famille à la rue.

Sans domicile fixe depuis le 20 août et expulsables à tout moment

<http://resf.info/P2379> et <http://resf.info/article44457.html>

24 août, Metz (57)

La famille d'Emmanuel, 4 ans et menacé de mort en Albanie, comme sa mère, reçoit un arrêté portant refus de titre de séjour

Emmanuel avait 2 ans. Les hommes en noir voulaient enlever sa mère, toujours menacée dans son pays car

elle a porté plainte. Tous les recours ont été épuisés ou presque. Mais la préfecture disait examiner favorablement le dossier à la suite du dépôt d'un contrat de travail auprès de la DIRRECTE... En fait, réception d'un refus de séjour et d'une OQTF avec pays de destination.

RDV préfectoral le 27/08 pour les familles menacées à Metz

<http://resf.info/P1880>

27 août, Rennes (35)

Arrestation à la préfecture et placement en rétention

Pape Moussa Diarra, étudiant, a effectué une demande de changement de statut à laquelle il n'a jamais eu de réponse. A renouvelé son titre étudiant valable jusqu'en septembre 2011, puis sans papiers. OQTF en décembre 2011, qu'il n'a jamais eue. S'est présenté à la préfecture le 27/08 pour connaître la réponse à une nouvelle demande de régularisation. On lui a demandé de revenir quelques heures plus tard : la PAF l'attendait. Placement en rétention. Libéré par le JLD, mais la préfecture a fait appel.

Libéré par la Cour d'appel le 3/09

<http://resf.info/P2378>

28 août, Guadeloupe

Arrestation et expulsion programmée d'un père haïtien d'enfant français

Ce monsieur a été arrêté alors qu'il travaillait sur un chantier et a été envoyé en rétention. Père d'enfant français, dont il s'occupe régulièrement en contribuant à son entretien et ses besoins, la loi lui reconnaît le droit de résider en France. Le maintien en rétention est donc totalement illégal. C'est le troisième père haïtien en rétention depuis début août : le 10 août, le père d'un enfant de trois ans et vivant en Guadeloupe depuis treize ans a été expulsé en Haïti, alors qu'il n'a plus aucune attache familiale dans ce pays.

Expulsable à tout moment

<http://resf.info/article44492.html>

30 août, Orange (84)

Abdelhakim, 20 ans et futur père d'enfant français, enfermé au CRA de Marseille.

Maçon, dénoncé par son employeur qui ne le payait pas depuis plusieurs mois. S'est rendu à la gendarmerie de Bollène, à la suite d'un appel téléphonique lui demandant de venir signer un papier : a signé sans même le lire, a été arrêté et envoyé au CRA du Canet à Marseille. Est arrivé en France en 2004, avant 13 ans. Futur papa d'un enfant français, de sa compagne Anaïs, française et déjà mère d'un petit garçon de 2 ans qui appelle Abdelhakim « papa ». Recours contre OQTF rejeté.

Libéré le 14/09 mais toujours sous OQTF

<http://resf.info/article44464.html> et <http://resf.info/article44465.html>

31 août, Paris

Arrestation et rétention du père d'une lycéenne et d'un bébé de 4 mois 1/2

En France depuis 2006, où il a rejoint sa femme en-

trée en 2004, M. LI travaille dans le bâtiment, sa femme dans la confection. Maintenu en rétention par le TA et par le JLD. Maintenu en rétention le 9/09 par la cour d'appel du JLD.

Libéré le 15/09 sur décision préfectorale après 15 jours de rétention mais toujours sous OQTF

<http://resf.info/P2382> et <http://resf.info/article44418.html>

SEPTEMBRE 2012

**20 ENFERMEMENTS dont 2 ENFANTS
5 EXPULSIONS, 5 FAMILLES BRISEES**

4 septembre, Paris

Arrestation et rétention d'un père chinois d'une petite fille d'un an, femme enceinte.

M. HANG, en rétention au Mesnil-Amelot 2, aurait déjà été arrêté en début 2012 et placé au CRA de Vincennes où il a été libéré par le JLD.

Libéré le 8 septembre par le TA mais toujours sous OQTF

5 septembre, Lyon (69)

Arrestation d'une mère et de ses deux enfants de 9 et 11 ans et tentative d'expulsion

Aida Gashi, dont l'OQTF prenait fin ce même jour, et ses enfants, qui avaient effectué leur rentrée scolaire la veille, ont été arrêtées à leur hôtel, conduite à la PAF à Lyon Saint-Exupéry. Aida a résisté à l'embarquement. La famille est assignée à résidence pour 45 jours, en vue d'une nouvelle expulsion.

Expulsables à tout moment

<http://resf.info/article44489.html>

7 septembre Champigny sur Marne (94)

Arrestation et enfermement d'une femme enceinte, sa fille de 5 ans laissée seule chez sa nourrice

Domicilia Moreira, enceinte de 4 mois et maman Cap-Verdienne de Flavia BAPTISTA, 5 ans et née en France, est enfermée au CRA du Mesnil-Amelot. A déjà connu la rétention en mars 2012, d'où elle a été libérée par le TA mais toujours sous la menace d'une OQTF. Père de Flavia décédé. L'enfant est seule chez sa nounou.

Libérée par le TA de Melun le 10/09/2012, mais toujours sous OQTF

<http://resf.info/P2383> et

<http://resf.info/article44499.html>

10 **Marseille (13)**

Un père de famille, victime de la double peine, en rétention

Dalaï Idermunkh, père d'Urangoo – 5 ans, né en France et scolarisé en maternelle - et sa femme sont en France depuis 2005. Débouté de sa demande d'asile en 2009. Arrêté lors d'un contrôle routier. A passé 3 semaines aux Baumettes pour une condamnation ancienne et a été directement transféré au CRA de Marseille. Plus de recours jusqu'au JLD de son 25ème jour de rétention.

Libéré le 1er octobre à l'issue de ses 25 jours de rétention. OQTF maintenue

<http://resf.info/article44639.html>

11 septembre Montauban (82)

La maire UMP de Montauban refuse de scolariser 3 enfants de familles sans-papiers, en attente de régularisation.

Lors de la précédente rentrée, déjà, elle avait refusé la scolarisation d'une vingtaine d'enfants. En juin 2012, il avait fallu la mobilisation de plusieurs associations et citoyens pour que les enfants soient inscrits. Qu'attendent le préfet du Tarn et Garonne et le cabinet de Valls pour faire respecter la loi ?

<http://resf.info/article44526.html>

10 septembre Créteil (94)

Le père d'un enfant de 6 ans en rétention

Franck KIWOUNZOU, père congolais de Léo d'Ass, scolarisé à l'école élémentaire Félix Eboué à Créteil est enfermé au Mesnil-Amelot, victime de la double peine. A perdu devant le JLD, puis le TA le 18/09. Débouté en appel du JLD. Présenté à l'ambassade. Le préfet du Val de Marne concourt pour le titre d'enfermeur/expulseur de l'année.

Expulsé le 3 octobre après 24 jours de rétention.

<http://resf.info/P2384> et

<http://resf.info/article44646.html>

11 septembre Reims (51)

Arrestation et rétention d'un Béninois, travailleur avec CDI depuis 6 ans.

Arrêté sur son poste de travail régulier à Reims le 11/09/12, emmené aussitôt au CRA de Metz. Arraché à sa compagne très malade et à sa famille. La préfecture l'a interpellé suite à son dépôt de demande de création d'entreprise. Il est désormais interdit de créer en France ?

Expulsé le 19 septembre, après 8 jours de rétention

12 septembre, CRA de Vincennes (94)

Rétention d'un demandeur d'asile, bangladeshi menacé dans son pays car homosexuel

Hassan (prénom d'emprunt), en rétention depuis le 12/09. A perdu devant le TA le 15/09. En attente de JLD. S'il perd, recours devant la CNDA.

13 septembre, Pantin (93)

Expulsion d'un père de famille philippin, en France depuis 7 ans

Arrêté courant juillet, en rétention depuis au CRA de Plaisir (78), M. BULATAO était en France depuis 7

ans. Il laisse sa femme, en France depuis 9 ans, et sa fille qui vient d'entrer en CP à l'école Cochenec de Pantin. Il avait refusé d'embarquer le 5 août.

Expulsé

**17 septembre,
Marseille (13)**

Pour la première fois, un lycéen marseillais enfermé au centre de rétention

Tigran Hovhannessian, 19 ans, en 2^{nde} au Lycée Diderot, a été arrêté le 15 septembre suite à un contrôle d'identité dans la rue, placé près de 48 heures en garde à vue, puis transféré au CRA le 17 septembre. Arrivé en France en 2011, demande d'asile rejetée en 2012 et OQTF à la suite de son arrestation. **Libéré le 20/09, mais OQTF maintenue.** La mobilisation a payé !

<http://resf.info/article44687.html>

Clermont-Ferrand (63)

Tentative d'interpellation du conjoint guinéen d'une Française

Doura Diaby, 26 ans, demandeur d'asile débouté, est marié depuis octobre 2011 à Sylvie. Debouté de sa demande de titre de séjour en tant que conjoint de ressortissante française et OQTF pour entrée sur le territoire sans visa. Travaille pour l'association « Les mains ouvertes » et sélectionné pour suivre une formation.

Tentative d'interpellation à son domicile, en son absence, le 17 septembre. Se cache depuis.

Peut être arrêté et expulsé à tout moment

<http://resf.info/P2391>

18 septembre

Expulsion programmée d'un ressortissant tchétchène vers la Russie.

En rétention depuis début août, en grève de la faim depuis qu'il a appris la date de son expulsion. En France depuis octobre 2008, débouté du droit d'asile car trop traumatisé par son vécu en Tchétchénie pour s'exprimer.

Laissez-passer consulaire de la Russie.

Expulsé le 21 septembre

<http://resf.info/article44667.html>

19 septembre

Martigues (13)

Double peine : un père d'enfant français en rétention et expulsable

M. Ribeiro, capverdien, vit en France depuis 12 ans. Envoyé en rétention à la fin de son emprisonnement pour d'anciens délits. Parcours sinueux qui l'a empêché de mener à bien sa procédure de régularisation. Père d'un enfant français de 5 ans, en CP à Martigues.

Expulsable avant la fin du mois

<http://resf.info/article44696.html>

11 20 septembre,

Avignon (84)

Un père de famille de 3 enfants, arrêté au guichet de la préfecture,

en rétention à Marseille M. Rachid Belkhabdar, marocain, en France depuis 2004 et père de 3 enfants (10 ans, 2 ans et demi, 1 an et demi) a été arrêté à la préfecture de Marseille lors du renouvellement de son récépissé de demande de titre de séjour. OQTF délivrée sur le champ et envoi en CRA. Demande de régularisation déposée début 2010. Promesse d'embauche. Compagne enceinte titulaire d'une carte de résidente.

Libéré le 24/09 avec annulation de l'OQTF « sans délai »,

Mais refus de séjour non annulé et une nouvelle OQTF « avec délai » lui permettant de « prendre ses dispositions » avant de partir !

Paris (75)

Convocation piège à la préfecture, arrestation et rétention d'un père de bébé français.

M. Dembele est arrivé en France en 2002, en situation régulière avec un visa et un passeport. Avec sa compagne française, qui a déjà des enfants d'une précédente union, ils ont un enfant de 9 mois. Faute d'un logement suffisant, le père et la mère vivent séparés : la mère et les enfants au domicile des grands-parents, le père ailleurs, mais est très présent dans la vie de son enfant. Rejet par la préfecture de Seine St-Denis de sa demande de titre VPF en raison de la domiciliation différente. Recours devant le TA de Montreuil en cours. Changement de domiciliation et démarches auprès de la Préfecture de police de Paris (PPP) pour informer l'administration de ce changement. La PPP lui fournit un formulaire de demande de titre de séjour et lui fixe une convocation au 20/09. Lorsqu'il s'y rend, dossier non examiné, passeport confisqué et placement immédiat en rétention.

Libéré par le TA de Paris le 23/09

21 septembre,

CRA de Vincennes (94)

Expulsion d'un père de famille géorgien dont la femme est sur le point d'accoucher. Placement à l'ASE de leur fille de 3 ans

Ruslan TCHEJIA, arrivé en France avec sa femme enceinte de 9 mois, sur le point d'accoucher, et Nia, leur fille de 3 ans. Demandeur d'asile passé par la Pologne, où ses empreintes ont été relevées. La famille est logée par le 115. Elle fait des démarches auprès de la CAFDA qui leur a fixé un rendez-vous pour le 4.10.2012. Nom mal orthographié par les policiers lors de l'interpellation. Malgré l'imminence de la naissance, et la présence d'un enfant de 3 ans, Ruslan TCHEJIA est débouté au TA en procédure d'urgence

Expulsé le 21 septembre. Accouchement de l'épouse, décision de placement de Nia à l'ASE par le procureur. La mère n'a pas de document permettant d'établir la filiation de Nia et risque de ne pas pouvoir récupérer l'enfant à sa sortie de la maternité !

Placement en rétention d'un père sénégalais d'enfant français

M. WELE, en couple depuis 4 ans avec une ressortissante française. Pacsé en 2010. Un bébé de 13 mois. Vie commune dans la résidence sociale où la mère a un logement. Attendait d'avoir réuni les fonds nécessaires au paiement des timbres pour déposer sa demande de régularisation. Interpellation, OQTF et placement en rétention le même jour.

Libéré par le Tribunal Administratif

27 septembre, Rennes (35)

Arrestation et rétention du fils de 19 ans d'une famille arménienne déboutée de l'asile, assignée à résidence avec une enfant de 3 ans.

Georgienne d'origine arménienne, la famille Balasnov a fui son pays en 2004 pour la Russie. A Rennes depuis octobre 2009, elle a été déboutée de sa demande en avril 2012. Elina est née en novembre 2009. Eduard, le fils aîné a rejoint sa famille en décembre 2009. N'a pu être scolarisé car il avait 17 ans. Interprète bénévole auprès d'associations. Interpelé alors qu'il se rendait au Secours Populaire où il est bénévole. Placement en rétention à la même date, pendant que les parents et Elina étaient mis à la porte du CADA pour être assignés à résidence dans un hôtel rennais pour 45 jours.

1/10: Le JLD a prolongé la rétention d'Eduard pour 20 jours.

Expulsables à tout moment

<http://resf.info/P2401>

26 septembre, Marseille (13)

Tentative d'expulsion d'un père de 3 enfants français déjà expulsé 3 fois

M. Hamdaoui, algérien, père de 3 enfants français scolarisés à Marseille est arrivé en France en 1989. Déjà expulsé 3 fois avec une Interdiction Définitive de Territoire. Revenu à chaque fois, car sa place est aux côtés de ses enfants. A subi une tentative d'expulsion le 26 septembre. Maintenu en rétention pour 20 jours maximum par le JLD le 28 septembre.

Expulsable à tout moment...

28 septembre Le Mans (72)

Une famille afghane de demandeurs d'asile avec deux enfants de trois ans et deux mois et demi enfermée au CRA du Mesnil-Amelot

La famille Khojaj, demandeuse d'asile « Dublin II », était assignée à résidence dans la Sarthe. Ne s'est pas présentée à l'heure et avec les bagages au rendez-vous fixé pour l'expulsion. Mais est allée pointer plus tard dans la matinée et les jours suivants. Arrêtée sur son lieu d'assignation à résidence et enfermée au Mesnil-Amelot. Première famille placée en rétention depuis la circulaire Valls de juillet 2012. Ce qui soulève interventions et protestations fortes.

Famille libérée le 30/09 et assignée à résidence dans un hôtel proche de Roissy, gardée par 2 policiers à la porte, 2 autres dans la chambre + 2 voitures de police à l'entrée de l'hôtel.

Expulsion prévue le 1^{er} octobre à 7h 10 vers Buda-

12 pest avec un départ de l'hôtel vers 4 heures du matin. Importante mobilisation autour de l'hôtel. Lorsque la PAF se présente, elle ne peut ouvrir la porte de la chambre. Nouvelle assignation à résidence de 24h. La mère a fait des malaises et doit être hospitalisée une première fois avec son bébé, la seconde fois sans, alors qu'elle l'allait. Première assignation à résidence en Seine et Marne, annulée le 2 octobre. **Le 6 octobre, les Khoja sont admis au titre de l'asile.**

Metz (57)

Un père de famille de la Meuse en rétention à Metz, victime de la double peine

M. Moktar LAGRAA, père de deux enfants français de 7 et 5 ans, bon père et bon conjoint, a commis un délit et a payé. Il a divorcé de son épouse pour lui rendre sa liberté, à la suite de sa situation pénale. Sous le coup d'une ITF, M. LAGRAA est enfermé au CRA de Metz pour une expulsion imminente. Son ex-épouse demande à le garder près d'elle et de ses enfants en France. Convoqué le 15 octobre au tribunal qui statuera sur sa demande de levée d'ITF.

Expulsable d'un moment à l'autre, avant l'audience.

24 septembre, Romainville (93)

Le père russe d'une collégienne de 15 ans arrêté et en rétention

Anvar KHAMZATOV est en France depuis 2004 avec sa femme et sa fille. Il a été interpellé le 24 et placé en rétention au CRA 3 de Vincennes sur la base d'une OQTF du même jour.

Sa fille, Roumiliat KHAMZATOVA est scolarisée en France depuis le CP.

Libéré par le TA le 27/09 et annulation de l'OQTF

OCTOBRE 2012

15 ENFERMEMENTS dont 12 HAITIENS en Guyane, en vue de leur expulsion

3 octobre Amiens (80)

Soso KHADOURI, arrêté au faciès et emmené au CRA de Mesnil-Amelot (père de famille géorgien) a été finalement libéré le 29 octobre par le JLD sur la base de la défense de la CIMADE et des dossiers apportés par RESF Somme (couple avec 1 bébé) arrivé en début 2011 après avoir traversé la Hongrie, l'Autriche, l'Allemagne...depuis fin 2008 suite au conflit Géorgie –Russie...)

Libéré le 29 octobre au JLD

5 octobre, Rouen (76)

Un enfant allergique risque l'expulsion avec sa mère vers un pays où il ne pourra être soigné en cas de choc anaphylactique

Wilfried KOUANDA, deux ans et demi, et né à Rouen,

scolarisé à l'école BREVIERE depuis le 10 septembre 2012 est allergique aux arachides et aux œufs et risque la mort en cas d'ingestion d'un de ces deux aliments, en l'absence de soins adéquats.

La PAF a confisqué le passeport Madeleine NGAKO, la maman de Wilfried. L'expulsion de la mère et de l'enfant vers le Cameroun, pays où l'arachide fait partie de l'alimentation et où l'accès aux soins est limité, signifie la mort à court terme de l'enfant.

Expulsables !

<http://resf.info/P2405>

9 octobre Auxerre (89)

Une famille nigériane, menacée de mort au Nigéria pour cause de mariage mixte, est convoquée en vue de son expulsion

Les Nigériens Christopher OKORIE, chrétien, et Fatima MOUSSA, musulmane, rejetés par leurs familles, ont fui les tensions intercommunautaires. Fatima, prête à accoucher, est arrivée en France en 2009. Demande d'asile et naissance de l'enfant le 24 octobre. Christopher a rejoint sa famille en 2010, et a demandé l'asile. Naissance d'un second enfant en avril 2011. Parents déboutés OFPRA et CNDA + OQTF avec assignation à résidence de 45 jours dans un hôtel auxerrois et pointage quotidien au commissariat.

Ont reçu une convocation pour le 9 octobre avec sauf-conduit pour l'ambassade nigériane pour vérifications d'identité et expulsion.

Expulsables immédiatement si laissez-passer consulaire

<http://resf.info/P2406>

8 octobre Bourg en Bresse (01)

Plus de 100 demandeurs d'asile primo arrivants, « domiciliés » par Alfa 3A, mais non pris en charge pour tout le reste, c'est à dire pour la mise à l'abri, la nourriture, tout ce qui concerne l'hygiène, et les dossiers de demande d'asile qui doivent être faits dans les 21 jours. Certains sont abrités par des connaissances. Et les autres se sont réfugiés dans les garages proches du Point accueil Alfa 3A rue de la Paix.

61 PERSONNES DONT 14 ENFANTS DANS 6 GARAGES

12 octobre Vitry sur Seine (94)

Double peine pour Pedro Kampela, 13 ans en France, père de 4 enfants scolarisés, placé en rétention au Mesnil-Amelot. Il a reçu une Obligation de Quitter le Territoire Français à sa levée d'écrou :

Libéré par la préfecture le 5/12/2102 mais toujours sous le coup d'une OQTF

<http://resf.info/article45016.html>

13 octobre Vernon(27) Grenoble (38)

ABDOU Bahaa, égyptien de 28 ans, en France depuis 8 ans, deux enfants : Adam (1 an) et Hanine (2 ans et demi). a été arrêté dans un transport en commun. Il a été immédiatement placé au Centre de rétention n°3 du Mesnil-Amelot et s'est vu remettre une obligation de quitter le territoire français (OQTF), délivrée par la préfecture de Versailles.

Libéré et OQTF abrogée le 19 octobre

<http://resf.info/article45018.html>

13 14 octobre Guyane (97)

Reprise des expulsions d'Haïtiens à partir de la Guyane. Depuis le 14 octobre au moins douze ressortissants haïtiens ont été placés au centre de rétention administrative en vue de leur expulsion vers Haïti. Parmi eux, un Haïtien dont la naissance de son enfant français est prévue début décembre, un homme de 50 ans vivant en Guyane depuis 1998 auprès de sa sœur de nationalité française et n'ayant plus d'attache en Haïti ou encore un jeune homme ayant déposé le matin même une demande d'asile.

30 octobre Rennes (35)

Expulsion de la maison qu'ils occupaient de 5 familles roms (20 personnes dont 5 enfants) Des familles accompagnées dans leurs démarches depuis 8 mois : accès au logement, à la santé, au travail et à la scolarisation des enfants. Alors qu'ils n'étaient jamais allés à l'école, quatre enfants avaient été scolarisés dans les établissements rennais.

NOVEMBRE 2012

15 ENFERMEMENTS

6 EXPULSIONS dont une FAMILLE de 3 enfants

2 novembre Chalons en Champagne (51)

Artur ALTUNIAN, 19 ans, arrêté et transféré au CRA (Centre de Rétention Administrative) de Metz en vue d'une expulsion en Pologne. Sa mère est hospitalisée, handicapée, depuis le 14 septembre à l'Hôpital de Chalons, et depuis cette date, sa sœur Anni, est placée au foyer de l'Enfance de Chalons. Artur est donc seul soutien de famille.

Libéré le 5 novembre

6 novembre Toulouse (31)

Double peine pour M. El Jattari enfermé au centre de rétention de Cornebarrieu et en grève de la faim depuis le 10 novembre et de la soif depuis le 12 novembre. Il veut rester vivre auprès de sa fille de dix ans. M. EL Jattari, condamné en 1988 (il y a plus de 20 ans) a purgé sa peine et a exécuté son interdiction du territoire français. Sa réhabilitation est aujourd'hui avérée. De retour en France en septembre 2011, il vit et contribue à l'éducation de sa fille et la mère de l'enfant, toutes deux françaises. La Préfète du Tarn estime qu'il représente toujours une menace pour l'ordre public quand bien même les faits remontent à plusieurs décennies.

7 novembre Montauban (82)

Aslan DANGAYEV 28 ans, tchéchène en attente d'une décision de la commission de recours concernant son droit d'asile. Il vit avec sa famille à Montauban depuis 4 ans. Une première tentative d'expulsion a échoué.

Expulsé vers Moscou le 7 novembre

7 novembre Culoz (01)

La famille Pacarizi, kosovare, demandeur d'asile, en France depuis deux ans est assignée à résidence en vue de son expulsion, éloignée de Culoz où elle vit depuis deux ans. Neriton, 13 ans et Getuart, 8 ans y sont scolarisés et appréciés de leurs enseignants et camarades. Le père a trouvé un travail, et la mère est atteinte d'une pathologie impossible à soigner au Kosovo. Une première tentative d'expulsion échoue le 19 novembre. Le préfet de l'Ain maintient sa décision en dépit malgré la mobilisation du collège, celle des habitants de Culoz, et de multiples interventions.

Famille expulsée au Kosovo le 22 novembre

14 novembre :

Expulsion brutale d'un tunisien filmée dans l'avion par un passager

15 novembre Chalons en Champagne (51)

Refus de visa signifié à la famille de BLENDON GASHI par l'ambassade de France au Kosovo.

17 novembre 2012 Amiens (80)

Arrestation d'Artur SHIRVANYAN, père de famille enfermé au Centre de Rétention de Oissel.

Artur SHIRVANYAN a fui l'Arménie avec son épouse. Arrivé en France le 5 mars 2009, pour demander l'asile politique en raison des souffrances qu'il a subies en tant que citoyen militant politique en Arménie... Arrêté au faciès, **il a été libéré à l'issue de la décision du Juge des Libertés et de la Détention de ROUEN, cinq jours plus tard** et a pu retrouver sa compagne (Nariné ZIROYAN), en grande difficulté de santé (*dossier qui a servi auprès du JLD*) et sa fille, née à Amiens

Libéré au JLD le 23 novembre

19 novembre Lyon (69)

Serguei Sarkissian, arménien, en France depuis 2004, arrêté et placé en rétention au CRA de Lyon. Sa femme, née en Azerbaïdjan, l'a rejoint en France début 2005. Lili-Amali, leur fille, est née en 2005 en France et elle est scolarisée depuis 2008.

Libéré au TA le 23 novembre

20 novembre Haute Saône (70)

Djermal SAROYAN et Naze DRBAYAN, Géorgiens yéside, en France depuis 2010. Djermal atteint d'une hépatite, a fait une demande de titre comme étranger malade qui a abouti à une OQTF

Expulsés vers la Pologne

21 novembre Paris (75)

Ahmed Sohail, 23 ans, pakistanaï, arrêté gare de Lyon, enfermé au CRA de Vincennes. En France depuis l'âge de 14 ans, pris en charge par l'ASE jusqu'à 21 ans. N'a pu faire modifier son statut « étudiant » il y a deux ans, ce qui lui fait perdre un contrat de travail. Libéré par le JLD le 16 décembre, le parquet fait appel de la décision de juge, il est remis en rétention.

30 décembre, 39^e jour de rétention, amené à l'aéroport pour être expulsé. Refuse d'embarquer.

Expulsé au Pakistan le 31 décembre, emprisonné un mois à Karachi . A déposé une demande de visa pour revenir chez lui, en France.

<http://resf.info/rubrique833.html>

20 ou 21 novembre Nantes

Seiran Harutunyan arrêté à Chatellerault et placé en rétention au CRA du Mesnil-Amelot.

Arrivé à Nantes en 2010 avec femme et sa fille Knarik, après avoir séjourné en Russie, puis en Suisse. Sa demande de titre en tant qu'étranger malade ayant été refusée, il a bénéficié des soutiens de Jean-Marc Ayrault ancien maire de Nantes et du maire actuel, Patrick Rambert

Expulsé le 28 novembre avec un autre père arménien.

A Erevan (Arménie), Seiran Harutunyan est livré au poste de police, et doit s'engager à payer une amende de quelque 5.000 euros, pour éviter la prison

21 novembre Nantes (44)

Arrestation à son domicile et placement en rétention de Selahattin Celik, kurde de nationalité turque. En France depuis 7 ans, il avait obtenu en 2009 une carte d'un an puis reçu un avis défavorable de la DDTEFP. Suite à une dénonciation, 6 policiers de la PAF ont débarqué à son domicile, et l'ont placé en centre de rétention. Il vit à Nantes avec sa femme et ses trois filles dont les deux plus jeunes sont nées en France. L'aînée est scolarisée en CE, les deux parents suivent régulièrement des cours de français et Selahattin, très qualifié, a plusieurs promesses d'embauche.

22 novembre Montrouge (92)

Arrestation et enfermement au CRA de Vincennes de Vitalii, NEVINSKYI, ukrainien en France depuis octobre 2009, vivant à Chatillon avec sa femme et ses deux filles, 11 ans et 4 mois.

Libéré le 29 novembre par le JLD, il est assigné à résidence en vue d'un départ le 14 décembre. La forte mobilisation autour de la famille arrache à la préfecture un RV qui aboutit à sa régularisation peu après.

28 novembre**Yvelines (78)**

Salah E.G., ouvrier du bâtiment, arrêté et placé en rétention à Plaisir (78), père de deux enfants de 3 ans et 1 an et demi.

Libéré par la préfecture de Versailles le 30 novembre

28 novembre

CIRCULAIRE VALLS D'ADMISSION EXCEPTIONNELLE AU SEJOUR

30 novembre Paris(75)

HU Jianwei, Chinois, cuisinier, père d'une fille de 6 ans, Christina, en CP, placé en rétention au CRA de Vincennes. Sa femme est enceinte.

Libéré par la préfecture le 4 décembre

DECEMBRE 2012

11 ENFERMEMENTS

7 EXPULSIONS parmi lesquelles **2 grévistes de la faim, 1 famille, 1 mineure de 16 ans, 2 lycéens, et le 31 décembre, Ahmed Solail, ex-mineur isolé 36 822^e expulsé de l'année 2012**

1^{er} décembre Lyon (69)

Zone d'attente de l'aéroport Lyon. Une mineure de 16 ans, venue du Congo, placée en zone d'attente pour 4 jours, elle demande l'asile. Interrogée par les policiers sur cette demande (illégale), examen osseux et gynécologique sans avis du Procureur. Prolongation du placement en zone d'attente par le Juge des Libertés, confirmée par la cour d'appel de Lyon. Audition de 15 minutes au téléphone par l'OFRA qui refuse l'asile estimant que "c'est sans la moindre émotion qu'elle décrit les circonstances dans lesquelles elle prétend avoir perdu sa mère il y a dix jours, tuée sous ses yeux par des soldats." Facile de redire au téléphone son calvaire quand on est enfermée depuis 5 jours au milieu de policiers hostiles, sans pouvoir communiquer avec quiconque, sans pouvoir changer de vêtements, dans une cellule de garde à vue. Le ministère de l'Intérieur refuse l'entrée sur le territoire, décision contestée en tribunal administratif qui la confirme. La cour Européenne des droits de l'homme saisie en urgence demande au gouvernement "de ne pas expulser la requérante vers la république du Congo".

Expulsée le 7 décembre, elle arriva à Kinshasa où elle est aussitôt arrêtée et enfermée dans un commissariat.

7 décembre Tours (37)

Arrestation à Cholet de Vilik BAYADYAN, qui a quitté l'Arménie en 1988, avec son épouse et leur 1^{er} fils Vrej, fuyant les violences infligées aux couples mixtes : Vilik est arménien chrétien, et sa femme Azéri musulmane. Leurs enfants sont nés en Russie, les persécutions anti-caucasiennes les ont à nouveau chassés ; la famille est à Tours depuis 2008 et leurs filles lycéennes. Le 26 décembre, Vilik refuse d'embarquer, est renvoyé au CRA du Mesnil-Amelot

Libéré le 27 décembre, après 20 jours de rétention.

4 décembre Val de Marne

Arrestation et placement en rétention au CRA de Vincennes d'Ayman El Ouardi, en France depuis 3 ans, élève au lycée à La Varenne St Hilaire. Il rentrait dans les critères de la circulaire Valls.

Expulsé le 12 décembre

15

4 décembre 2012 au petit matin Amiens (80)

Arrestation de Vardkez GASPARYAN, père de famille enfermé au Centre de Rétention de Oissel

La famille GASPARYAN Vardkez et Marine née AIBAZIAN et leurs 4 enfants (Armina, Angéla, Alina et Nicolay) a rejoint la France en 2009. Leurs origines, Vardkez, d'Azerbaïdjan, Marine, d'Arménie, ont été, lors du conflit des 2 pays en 1990, le départ de leurs problèmes (les parents de Marine ont été tués lors de ce conflit). Vardkez n'a pas pu continuer ses études en médecine et Marine a eu sa carrière d'infirmière bloquée. Ils ont immigré en Géorgie au milieu des années 1990, sans pouvoir obtenir la qualité de réfugié. C'est en France qu'ils espéraient l'obtenir, mais n'ont qu'une « Obligation de Quitter le Territoire Français » depuis janvier 2012, cela même, après la demande de Vardkez comme handicapé reconnu...Vardkez a été arrêté au seuil de la porte du logement donné par le 115 alors qu'il conduisait son fils Nicolay à l'école. **Libéré à l'issue de la décision du Juge des Libertés et de la Détention de ROUEN, 5 jours plus tard.**

12 décembre Le Mans(72)

Alors qu'il se rendait au commissariat pour aller pointer comme il le faisait depuis la rentrée, Wissem REKIK, élève de 1^{ère} bac pro « plastiques et composites » a été arrêté, menotté et jeté dans une voiture de police pour être emmené, on suppose, vers un des aéroports parisiens. On ne l'a pas même laissé repasser chez lui prendre ses affaires et voir sa famille.

Expulsé en Tunisie le 12 décembre comme un dangereux criminel.

12 décembre Belfort (90)

Expulsion d'une famille kosovare, hébergée à l'Armée du salut, avec ses deux enfants de 5 ans et 8 mois

Expulsée le 12 décembre

17 décembre Grenoble (38)

Expulsion des Roms du hangar dit « de la MC2 ». à 6h10, la police a encerclé le hangar, situé face à l'Externat Notre-Dame, non loin de la MC2 (hangar occupé en majorité par des roms roumains venus se réfugier là après l'expulsion du camp de La Tronche en juillet 2012).

18 décembre Saint-Brieuc (22)

Zviad Suladze, Géorgien, interpellé par la police à Rennes, lors d'un contrôle routier, est conduit au Centre de rétention administrative de St Jacques de Lalande. Arrivé en France depuis 2004, débouté de toutes ses demandes d'asile et de régularisation, il réside avec sa famille à Saint-Brieuc. Il est père de deux enfants : Olga, 16 ans, venue le rejoindre il y a deux ans, après la mort de sa mère, scolarisée dans un collège de Saint-Brieuc, et un petit garçon de 21 mois, né d'un second mariage. Le 25 décembre, la PAF est venue au domicile de la famille.

Libéré par le préfet le 14 janvier et régularisé après 28 jours de rétention.

19 décembre Reims (51)

Tentative d'expulsion de David GALEMDJYAN, 40 ans, d'origine arménienne. Assigné à résidence, après le rejet de sa demande d'asile et du recours CNDA, avec sa famille. Le 19 décembre, il est amené à Roissy, et parvient à refuser d'embarquer, d'où il est à nouveau placé en rétention au CRA de Plaisir (78)

Libéré au TA le 22 décembre.

26 décembre Paris (75)

Florentina CONSTANTIN, 20 ans, jeune mère roumaine, placée au CRA Cité sur la base d'une OQTF de juillet 2012, qu'elle a exécutée. Au moment de l'arrestation, c'est la grand-mère qui était en charge de l'enfant, qui se trouve de fait séparé de sa mère.

Libérée le 28 décembre par la préfecture de police de Paris.

30 décembre, Marseille (13)

Expulsion programmée à Marignane pour M. Ribeiro. Depuis le 3 septembre, M. Ribeiro, cap-verdien, en France depuis père d'un enfant français scolarisé en CP n'aura connu que l'enfermement : garde à vue + rétention (25 jours) + rétention (20 jours) + prison (2 mois) + rétention (25 jours), il refuse d'embarquer le 30 décembre. Ramené au CRA, il devrait être expulsé le 13 janvier 2013

Libéré par le JLD

Lille, Grève de la faim des sans-papiers

Azzedine B, Ahmed B, algériens, vivant et travaillant en France depuis de nombreuses années, grévistes de la faim à Lille depuis 58 jours et dans un état de santé critique

Expulsés vers l'Algérie

31 décembre Roissy (93)

Ahmed Sohail expulsé et emprisonné un mois à son arrivée à Karachi

Voir au 21 novembre, date de son arrestation

JANVIER 2013**9 ENFERMEMENTS****3 EXPULSIONS dont une famille enfermée avec ses 2 enfants****9 janvier Metz (57)****Deux enfants en rétention (2 ans et 7 mois)**

Arrestation brutale à son domicile et placement en rétention de Metz d'une famille arménienne. Demandeurs d'asile, ils étaient assignés à résidence depuis le mois de novembre. Ils avaient clairement indiqué leur refus d'être renvoyés en Pologne. Le père était absent lors de l'arrestation, la famille, a été amenée à l'embarquement pour un vol vers Varsovie. Elle a refusé d'embarquer et a été placée en rétention au CRA du Mesnil-Amelot.

7 janvier 2013 Paris (75)

Arrestation et placement en rétention au CRA de Vincennes de M. Ming WANG, arrivé en France il y a 6 ans, marié, père de deux enfants nés en France : Emilia, 3 ans ½, et Tony, 11 mois. Une banderole a été posée sur l'école maternelle d'Emilia.

10 janvier Lyon (69)

Arrestation et placement en rétention au CRA Saint-Exupéry d'un père de famille bosniaque de Hasanovic Mirnes, ressortissant bosniaque, ayant déjà été expulsé avec sa femme et ses deux enfants : Minella 3 ans, née en France, et Emrah, 6 ans, scolarisée en CP.

Expulsé le 12 février

Hauts de Seine (78) - Paris (75)

Arrestation et placement en rétention au CRA de Vincennes de Lahouari MANSOURI, algérien, père de deux enfants (6 et 4 ans) scolarisés à Nanterre.

13 janvier Conflans Sainte Honorine (78)

Arrestation lors d'un contrôle d'identité et placement en rétention au CRA du Mesnil-Amelot d'A.R., originaire du Bangladesh arrivé en France en 2005, père de deux enfants, dont l'aîné est scolarisé et le plus jeune est né en France.

Libéré le 4/02 mais son OQTF est maintenu, seulement "suspendue" pendant une semaine jusqu'au lundi 11 février à 19h19!

11 février : il reçoit son récépissé d'attestation de dépôt suite à l'envoi de son dossier à la pref du 78 dans le cadre de la circulaire Valls.

4 avril : **monsieur Abdur est RÉGULARISÉ** ! Sa femme a un rendez-vous pour déposer son dossier en mai.

<http://resf.info/P2479>

12, 14 et 15 janvier, Mayotte**Expulsions multiples d'une jeune femme enceinte que se renvoient la France et les Comores**

Le 10 janvier, Koulthouyoune Combo, née à Mayotte de parents sans papiers, subit un contrôle d'identité alors qu'elle se rend à une visite médicale pour un suivi de grossesse. Elle part en rétention et est expulsée vers Anjouan le 12. Le 14, les Comoriens la renvoient à Mayotte car elle rentre dans les limites des critères d'expulsion fixées par un accord franco-comorien de mars 2011. Le 14 janvier, la PAF de Mayotte la place en zone d'attente et l'expulse à nouveau. Le 15 janvier, les Comores la refoulent et la renvoient à Mayotte... qui s'empresse de la réembarquer pour Anjouan. Les Comoriens ont décidé de la garder. Elle n'avait jamais mis aux Comores et y est sans ressources, sans soutien.

Expulsée !

28 janvier, Pontault-Combault (77)

Arrestation et mise en rétention, à la suite d'une convocation au commissariat, de M. Drissa Kouyate, père de Blanchard, 5 ans. Drissa KOUYATE s'est rendu à une convocation au commissariat de Pontault-Combault, à la suite d'un contrôle routier le 24 janvier.

Il a immédiatement été placé en rétention au Mesnil-Amelot en raison d'une OQTF délivrée en août 2012, pour laquelle il demande une annulation en Cour d'Appel. Drissa KOUYATE vit en France depuis 2007 chez son frère français. Il a été titulaire d'un titre de séjour pour raison médicale ce qui lui a permis de trouver un CDI et des bulletins de salaire. Son titre n'ayant pas été renouvelé, il s'apprêtait à faire une nouvelle demande pour un titre « salarié » avec l'appui de son employeur. Monsieur Drissa KOUYATE a un petit garçon Blanchard, né le 31/07/2007 à Abidjan et qui, rejeté par le mari de sa mère, a rejoint son père. Ce petit garçon de 5 ans est actuellement scolarisé en école maternelle à Paris, sa mère vit en Côte d'Ivoire. En cas d'expulsion, Blanchard sera orphelin.

Libéré par le TA de Melun le 1/02/2013, mais toujours sous OQTF

<http://resf.info/P2486>

<http://resf.info/article45902.html>

29 janvier, Paris

Arrestation et mise en rétention, à la suite d'une dénonciation, de M. Zongo, beau-père de Tania, 9 ans, scolarisée dans le 17ème Monsieur Pousga Zongo, burkinabé, actuellement au CRA3 du Mesnil-Amelot. Placé par la préfecture des Hauts-de-Seine le 29/01 sur le fondement d'une OQTF du même jour. Arrivé en France en 2004. Vit en couple depuis 2011 avec sa compagne Hervée, française, qui a une fille d'une précédente union : Tania, née le 13/07/2004, scolarisée en CE2 à l'école des Epinettes dans le 17ème à Paris, qui considère Pousga comme son père. Dépôt d'une première demande de titre de séjour il y a quelques années en vain. S'est rendu à l'antenne de la préfecture dans le 17ème vendredi 18 pour déposer une nouvelle demande après s'être aperçu qu'il rentrait probablement dans les critères de la circulaire (travail). Travaille pour la même entreprise depuis 14 mois. L'agent de la préfecture lui a demandé de revenir en février. Cependant le 28 janvier il a été dénoncé sur un chantier, une OQTF lui a été délivrée et il a été placé en rétention.

Libéré le 1/02/2013 par le TA

31 janvier, Rennes (35)

Expulsion de Clara Kasekera Mokango, demandeuse d'asile déboutée du Nord Kivu, en rétention depuis le 18 décembre, gréviste de la faim depuis le 15 janvier, Clara a fui le Nord Kivu en raison des persécutions subies du fait de ses origines rwandaises et a demandé l'asile en France en 2010. Elle vit depuis 2011 avec un réfugié angolais, rencontré à Rennes qu'elle a épousé le 21 juillet 2012. Enfermée au CRA le 18 décembre, après s'être rendue à la convocation de la PAF pour « examen de sa situation administrative ». Convocation déloyale ! Elle croyait que sa situation allait être régularisée, elle ignorait qu'elle faisait l'objet d'une OQTF, qu'elle n'a pas reçue et n'a pu contester. L'administration avait pourtant son adresse puisque la convocation de la PAF lui est bien parvenue. Parce qu'ils se sont mariés après l'obten-

17 tion du statut de réfugié par Pedro, la préfecture refuse de lui délivrer un titre de séjour.

Expulsée au 44ème jour de sa rétention, sans bagage et sans ressource. Elle risque l'emprisonnement à son arrivée à Kinshasa

FEVRIER 2013

**9 ENFERMEMENTS dont un lycéen
3 EXPULSIONS de mineurs jugés majeurs**

2 février Paris (75)

Placement en rétention d'un père de famille géorgien ;

Oleg ZIBZIBADZE, interpellé le 02/02/2013 à Paris, a été placé en garde à vue pour un prétendu vol d'une paire de chaussures qui n'a donné lieu à aucune poursuite pénale puis placé en rétention au CRA de Vincennes 3 le 03/02/2013 sur la base d'une OQTF prise par le préfet de police de Paris. Vit en France depuis 2004 avec son épouse et sa fille alors âgée de 11 ans. En 2011, sa fille Natia, en classe de terminale, a obtenu un titre de séjour "vie privée et familiale. La mère qui a eu un titre de séjour pour soins depuis 2010 a ensuite reçu une OQTF. La famille remplit les critères définis dans la circulaire du 28 novembre 2012.

Libéré par le JLD le 28/02/2013

10 février Poitiers (86)

Expulsion de 3 jeunes Camerounais et Congolais dont les actes de naissance attestent leur minorité, dont un malade et un demandeur d'asile

Arrêtés dans un hôtel de Poitiers où ils avaient été placés par l'ASE. Actes de naissance les donnant mineurs, mais des tests osseux - dont on connaît la fiabilité - les a rendus majeurs. Sortis du dispositif ASE, placés en rétention, puis expulsés

Expulsés le 10 février

6 février Rennes (35)

Placement en rétention d'une famille tchétchène, avec 2 enfants de 4 et 6 ans

A la suite de l'évacuation d'un squat à Brest, cette famille est au CRA de St Jacques de la Lande, et menacée d'expulsion vers la Pologne (Dublin II)

Libéré le 7 février par le TA de Rennes avec annulation de l'arrêté préfectoral de mise en rétention

11 février 2013 Amiens (80)

Arrestation d'Ailaz SOEV futur père de famille et enfermement au Centre de Rétention de Oissel les Rouen

Ailaz SOEV a fui la Géorgie pour arriver en France en septembre 2010 en raison de ses origines Yézides, non sans avoir résisté pour y rester... Mais les discriminations qu'il a subies, ont été insupportables pour y vivre. Arrêté au faciès dans le quartier d'Amiens Nord, (quartier sensible, quadrillé par les CRS, depuis les émeutes d'août 2012).

Libéré par le Juge des Libertés et de la Détention de ROUEN, cinq jours plus tard.

20 février 2013 Amiens (80)**Arrestation de Géram BARSERIAN, père de famille placé en garde à vue au commissariat d'Amiens**

La famille BARSERIAN (Géram et Lilitt, née HAXNAZARIAN), n'a pas fui l'Arménie, le 3 septembre 2008 pour des considérations économiques (Géram était mécanicien, Lilitt était enseignante), mais à cause de leur engagement citoyen qu'elle n'a pas pu exercer pleinement (Géram a été battu par la police) suite à une manifestation, alors qu'ils luttaiient pour qu'une meilleure démocratie puisse se vivre en Arménie...

Libéré du commissariat dans la journée même, après que RESF ait rappelé au commissaire (et à la préfecture de la Somme) que cette famille a été parrainée par le Maire d'Abbeville et la majorité de son conseil municipal...

22 février, Grenoble (38)**Arrestation et mise en rétention d'un lycéen géorgien de 20 ans.**

Valode ARUTUNIAN élève en Terminale CAP Employé de commerce multi-spécialités au lycée Corot de Beauvais (60), arrêté à Grenoble alors qu'il visitait un ami pendant les vacances scolaires. OQTF prise par le préfet de l'Isère avec placement en rétention au CRA de Lyon, en attente d'expulsion vers la Géorgie. Valode est arrivé en France en avril 2009. Il avait un peu plus de 16 ans. Pris en charge à Paris, il a ensuite été hébergé au foyer Argentine de Beauvais et scolarisé au lycée Corot. A 18 ans, il a ensuite déposé une demande d'asile. Il a reçu un rejet de l'OFPRA puis de la CNDA suivi d'une OQTF en décembre 2011.

Libéré le 7 mars avec levée de l'OQTF et délivrance d'une APS le 14 mars.

28 février Rouen (76)

Kyaram Usoyan, Arménien d'origine yézide, arrêté en allant récupérer son courrier, enfermé au CRA d'Oissel. père de trois enfants dont deux sont scolarisés. D'abord libéré par le juge des libertés et de la détention, il a été maintenu en rétention après appel du préfet. L'Arménie a délivré un laissez-passer. Il a subi trois tentatives d'expulsion, la dernière le 10 avril où l'on a tenté de l'embarquer de force dans un avion, entravé, bâillonné. Le pilote a refusé de l'emmener. Il est en attente avec sa femme de la décision de la Cour nationale du droit d'asile qui statuera sur son cas le 24 avril

Libéré le 14 avril après 45 jours de rétention et 3 tentatives d'expulsions

**13 ENFERMEMENTS dont un lycéen et 2 enfants
4 EXPULSIONS : 2 familles, 1 père, 1 jeune de 22 ans**

5 Mars**Roanne (42)****Une famille**

de 4 enfants menacée d'expulsion. Soutenus depuis son arrivée en France en janvier 2011 par RESF, Admir REDJEPI et Nesiba Ismalji et leurs quatre enfants, tous scolarisés, sont menacés d'expulsion par la préfète de la Loire... Même lors des expulsions, on démantèle les familles: Expulsion de Nesiba, la mère, et de 3 enfants le 6 mars et du père, Admir, et du 4ème enfant le 7. (C'est la première expulsion d'enfants dans le département de la Loire!). Leurs soutiens se mobilisent pour les faire revenir.

Expulsés

<http://resf.info/article46256.html>

Paris (75)**Placement en rétention d'un père de famille chinois en vue de son expulsion**

Monsieur Hailiang SU, arrêté sur son lieu de travail, est le père de Clément, né en France le 22 juin 2009 et scolarisé à la maternelle Pierre Bullet dans le 10ème. OQTF en avril 2012, mais a dix ans de présence en France depuis août dernier. Cette OQTF l'a empêché de demander sa régularisation au titre des 10 ans de présence. A passé le DILF. Son épouse Yunping est également sans papiers. Plusieurs membres de sa famille sont résidents, ou en situation régulière. C'est la troisième arrestation de M. SU. A fait une demande d'asile, dont il a été débouté ainsi que du recours.

Libéré au 36ème jour de rétention, par décision préfectorale

8 Mars**La Courneuve (93)****Taoufik, lycéen marocain de 20 ans, arrêté, enfermé et en attente d'expulsion**

Scolarisé au lycée Batholdi à La Courneuve où il vit avec son père, résidant en France depuis plus de 40 ans. Taoufik est arrivé alors qu'il avait 12 ans. Scolarisé à Drancy, il a été renvoyé par son père au Maroc pour des problèmes de logement puis est rentré en France à 15 ans, quand la situation de son père s'est stabilisée. Obtention en juin dernier d'un CAP "Menuisier". Est actuellement en seconde "TMA" (Technicien Menuisier Agenceur) en vue de l'obtention d'un bac pro. Enfermé sur la base d'une OQTF délivrée en mai 2012. Remplit les critères de la circulaire du 28 novembre 2012.

Libéré le 18/03/2013 sur décision préfectorale !
Reste à obtenir sa régularisation définitive !

Privas (07)

Expulsion prévue pour une famille géorgienne avec 3 enfants, dont une atteinte d'une pathologie cardiaque, et une grand-mère. Levan Tchulukhadze, Nino Stepniashvili, leurs enfants Elene, 5 ans (qui souffre d'un problème cardiaque congénital et a effectué plusieurs séjours à l'hôpital), Tamar, 3 ans, Nikoloz, 2 ans et la grand-mère Lali sont arrivés à Privas en novembre 2012, ils ont tous été catalogués "Dublin 2", alors que la mère et les enfants ne relèvent pas de cette réglementation. Par manque d'explications et de connaissances de la langue française, la famille n'a pas pu saisir toutes les subtilités de la réglementation "Dublin 2" et donc des possibilités de recours auxquelles elle avait droit. Ont quitté la Géorgie suite à des persécutions, violences, tortures et menaces de mort liées à la situation politique très perturbée dans leur pays. Ils avaient déjà perdu leur maison et tous leurs biens lors du conflit russo-géorgien en 2008. Renvoi forcé en Pologne programmé, leurs billets d'avion leur ont été remis le 8 mars.

Le 19 mars 2013, le Tribunal administratif de Lyon ordonne la suspension de la mesure d'expulsion, et enjoint au Préfet le réexamen de la demande d'asile dans un délai de 15 jours...

<http://resf.info/article46381.html> et <http://resf.info/article46290.html>

Nice (06)

Mamadou KARAMOKO, 29 ans, papa ivoirien de 2 enfants français, en rétention au CRA de Nice. En couple depuis 2009 avec sa compagne française ; toute sa famille est installée régulièrement en France ; ses frères et sœurs sont tous Français.

Passe devant le TA le 12 mars.

Libéré le 12 mars par le TA avec annulation de l'OQTF

Paris (75)

Florina, 7 mois, sevrée brutalement car sa maman est en rétention. Florentina Constantin a été enfermée une première fois alors que sa fille n'avait que 3 mois. L'enfant a déjà connu un sevrage brutal et a retrouvé sa mère sur décision préfectorale le 28 décembre 2012... le même préfet de Paris qui enferme à nouveau sa mère et sèvre une nouvelle fois l'enfant !

Libérée le 12 mars sur décision préfectorale

<http://resf.info/article46301.html>

9 Mars, Lyon (69)

Ahmed, jeune majeur venu rejoindre sa mère, expulsé en Algérie!

Arrêté le 25 février 2013 et envoyé au CRA de Lyon pendant une semaine, Ahmed Boudiaf, 22 ans, vivait avec sa mère Soumia et ses deux sœurs. La famille est arrivée à Lyon en 2010 à la suite du divorce de leur mère, parrainée à la mairie de Villeurbanne en 2011. Actuellement, Soumia a un titre de séjour et ses deux filles sont scolarisées. Ahmed souhaitait construire sa vie auprès de sa famille, projetait d'apprendre un métier et de s'installer avec sa fiancée Manel. Le tort d'Ahmed est d'être arrivé en France majeur!

Expulsé

19 Seine St Denis (93)

Placement en rétention au CRA du Mesnil-Amelot de Laye SANGARE, guinéen, séparé de son fils Abou et de sa compagne Juana, cubaine, gravement malade et, qui plus est, enceinte de 6 mois !

Libéré par le JLD le 2 avril

8 Mars Marseille (13),

Numan ALTUN, père kurde d'une petite Française de 8 ans, emmené directement en rétention à sa sortie de prison. Son ex compagne et sa fille l'attendaient à Toulouse le 8 mars mais il a été emmené directement au CRA de Marseille. Numan ALTUN vit à Toulouse depuis 2001. Condamné en 2007 à une peine avec sursis, il est arrêté cinq jours avant l'expiration de celle-ci lors d'un banal contrôle. Enfermé 45 jours au CRA de Toulouse, il refuse 3 embarquements avant d'être finalement expulsé vers la Turquie (non sans violences policières vraisemblablement, voir <http://resf.info/article41370.html>)

En revenant de Turquie, la police l'a arrêté à l'aéroport de Marignane; et il vient de purger sa peine à la prison de Luynes. Elles ont donc dû se rendre à Marseille pour pouvoir le visiter au centre de rétention...

Le 11 mars, forte mobilisation prévue pour son audience au T.A, la police aux frontières tente de l'expulser le jour même en le sortant de sa cellule à 4h du matin...

Il a refusé d'embarquer, le T.A. a rejeté son recours, le 12 mars, le JLD (juge des libertés et de la détention) a prolongé sa rétention de 20 jours.

Expulsé le 20 mars

11 mars

CIRCULAIRE VALLS SUR LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE

13 Mars Pontivy (56)

Une famille albanaise de 3 enfants transférée à Paris en vue de son expulsion

Assignée à résidence depuis le 28 février avec pointage 3 fois par semaine au commissariat, la famille Maxhuraj a été chargée dans deux véhicules pour Paris où l'attendait un avion pour Tirana. Les trois enfants de 21, 11 et 9 ans sont scolarisés à Pontivy et les parents ont une promesse d'embauche. Ils avaient quitté l'Albanie à la suite des menaces qui pesaient sur eux et d'une vendetta dont est victime la mère. Entrés en France il y a juste un an. Leur demande d'asile est rejetée, ils reçoivent un refus de séjour avec une OQTF, dont le recours est en cours de procédure. Les deux parents ont une promesse d'embauche. La police est venue chercher la famille sur son lieu d'assignation le 13 mars. Transportée à Paris, elle a été enfermée dans une pièce à Roissy.

Expulsée le 13 mars.

<http://resf.info/article46368.html>

14 mars Nantes (44)

Placement en rétention à Rennes d'un père de famille géorgien

Eluardy TZERTSVADZE a été arrêté lors d'un contrôle routier le 13 mars.

Arrivée en France le 17 septembre 2012, la famille s'est vue opposer un refus d'admission au séjour en France et notifier une réadmission en Pologne, pays de transit. En cas de renvoi en Pologne, Eluardy serait séparé de sa femme Nadia, enceinte de 3 mois et de son petit garçon Davit âgé de 3 ans scolarisé à l'école Gustave Roch à Nantes.

Libéré le 18 mars

17 mars Val d'Oise (95)

Tentative d'expulsion d'un père congolais (RDC) de trois enfants

Alors que sa femme est en cours de régularisation et qu'ils faisaient les démarches pour récupérer la garde de leur benjamine, M. Delon LITANDA NGESELA, père de trois enfants, devait être EXPULSÉ vers Kinshasa dimanche 17 mars 2013. Conduit à Roissy, il a réussi à ne pas embarquer.

En 2009, Delon et les deux enfants aînés sont venus rejoindre Mme Litanda, arrivée en France quelques années plus tôt avec Kerenne, la benjamine. Les enfants sont scolarisés en 2nde à Juvisy, 1^{er}e CAP à Quincy sous Sénart (91) et 6^ème à Villeneuve st Georges (94). Arrêté alors qu'il allait déposer un dossier de demande de régularisation, M. Litanda a été placé en rétention le 3 mars sur la base d'une obligation de quitter le territoire français délivré en février 2013. Le JLD a prolongé sa rétention de 20 jours.

Après qu'il ait perdu tous les recours juridiques, le gouvernement avait prévu son expulsion pour ce dimanche matin à 10h20, sans même l'avoir présenté au consulat de son pays d'origine.

Libéré le 27 mars, par la préfecture, après avoir été maintenu en rétention par la cour d'Appel.

19 mars 2013

Amiens (80)

Arrestation de Christian LEMBA, enfermé au Centre de Rétention du Mesnil-Amelot

Christian LEMBA, ayant fui le Congo en 2002, détenteur d'un titre de séjour espagnol depuis 2003, arrivé en France en 2011, a fait la connaissance de Karinga KABASELE-TSHIMANGA, réfugiée politique en France. Habitants ensemble à Amiens, ils ont eu un premier enfant (Christopher-Béni LEMBA) et Karinga est enceinte de 6 mois. **Il a été libéré par le Juge des Libertés et de la Détention, le 13 avril 2013 à l'issue d'un imbroglio juridique et le dépôt de pétitions de personnalités et de citoyens, pétitions initiées par le RESF de la Somme.**

Fleury les Aubrais (45)

Avelan NTSIETE, 29 ans, arrêté en pointant au commissariat. Au Congo Brazzaville, il jouait dans différents orchestres. En France depuis 2010, il suit les cours du Conservatoire d'Orléans, et enseigne la

20 musique dans plusieurs écoles de musique. Père de Melvan, 6 mois, il doit se marier bientôt. Assigné à résidence après le rejet de sa demande de régularisation, il est arrêté au commissariat le 19 mars, lors de son pointage hebdomadaire, on le conduit immédiatement en rétention au Mesnil-Amelot, pour une expulsion vers Brazzaville programmée le lendemain. Il refuse d'embarquer. Plus de 200 soutiens et musiciens manifestent le 21 mars devant la préfecture du Loiret.

Libéré le 21 mars par le préfet

21 mars Bagneux (92)

Arrestation et placement en rétention au CRA du Mesnil-Amelot d'Anis Hassani, marocain, père d'un enfant français, Medhi, gravement handicapé. Son titre de séjour lui a été retiré lorsque le couple a divorcé, il a ainsi perdu son travail. N'a pu entreprendre d'autres démarches, la préfecture ne lui ayant pas restitué son passeport lors d'une rétention précédente.

Libéré au JLD le 25 mars

22 mars Paris (75)

Placement en rétention au Dépôt de la Cité à Paris de Munkhzul Purevhuu, mère chinoise, d'origine mongole, Munkhzul Purevhuu est mère de 2 enfants Anar, 6 ans et Mishel, 4 ans.

25 mars

Issy les Moulineaux (92)

Arman Harountunyan en rétention au CRA de Palaiseau

Arman est arménien, et de mère azéri. Persécutée, sa famille a fui l'Arménie vers la Russie quand il avait 4 ans. En 2009, avec sa femme, et ses parents, il quitte la Russie après de nouvelles persécutions (ses deux frères sont morts). Il a été débouté de sa demande d'asile. Ni l'Arménie ni la Russie ne le reconnaissent, il est de fait inexpulsable. Père de deux enfants, 3 ans et 9 mois, il a reçu l'appui de la municipalité d'Igny, où sa fille a été scolarisée quelques mois.

Libéré au JLD le 19 avril

Clermont-Ferrand (63)

La famille kosovare Mustapha (parents et un petit garçon de 5 ans) Expulsée vers la Suisse. La famille est arrivée fin 2012 en France, après avoir transité par la Suisse où elle avait déposé une demande d'asile. Avant même la convocation prévue en préfecture « pour faire le point sur leur dossier », la famille est arrêtée au petit matin à son hôtel. Le grand-père, âgé de 75 ans et dépendant vit avec elle, mais n'est pas concerné par la mesure d'expulsion. Au moment de la descente de police, comprenant qu'il va être laissé seul, le vieil homme menace de sauter dans le vide. Il est depuis en état de choc et placé en hôpital.

Paris (75)

Placement en rétention d'une mère géorgienne, Lika SAANI, en France depuis 13 ans, mère de deux enfants de 19 ans et 13 ans, scolarisés à Paris

28 mars,

Chalon sur Saône (71)

Une famille assignée à résidence dans l'attente de son expulsion.

La famille Amor et ses trois enfants, de 6 à 17 ans, tous scolarisés à Chalon est d'origine tunisienne. Après avoir passé 23 ans en Italie, elle est arrivée en France il y a deux ans. Le père, maçon, n'a pu faire valider son CDI, la préfecture lui refusant, ainsi qu'à son épouse, un titre de séjour et donc l'autorisation de travailler. Les enfants, dont aucun n'est né en France, ne parlent pas l'arabe. La famille est sous le coup d'une OQTF.

Expulsable à tout moment

30 mars Paris (75)

Placement en rétention d'un père de famille tunisien

Nasserredine OUNI est au centre de rétention de Vincennes 2, en raison d'une OQTF du 23.05.2012 par le Préfet des Hauts de Seine, pour laquelle il n'a pas fait de recours au T.A.

Il est entré en France en février 2010 et vit depuis avec sa compagne, ressortissante algérienne résidant régulièrement sur le territoire français depuis 30 et qui a entamé des démarches de naturalisation. Ils ont un enfant, Yousef, âgé d'un an.

31 mars Rennes (35)

Placement en rétention au CRA de Nice d'Ali Mutuev, 21 ans, fils aîné de Papa Mutuev, mère de famille venue du Daghestan avec ses deux enfants, pays où elle a subi menaces et persécutions. Déboutée de sa demande d'asile depuis le 9 mars 2012, la famille Mutuev a été expulsée du CADA par les forces de l'ordre et assignée à résidence pour 45 jours dans un hôtel à Rennes, afin d'obtenir un laissez-passer pour les expulser vers le Daghestan. Lors d'un déplacement à Nice le week-end de Pâques pour rendre visite à un ami, Ali, le fils aîné, a été interpellé et placé au CRA de Nice.

AVRIL 2012

**10 ENFERMEMENTS dont un mineur de 16 ans
3 EXPULSIONS, 1 père, 1 mère, 1 famille**

1er avril Saintes (17)

Arrestation et mise en rétention d'un père de famille daghestanais

Eldar ADILOV est arrivé en 2004 avec son épouse en France, où ils ont fait une demande d'asile. Leurs 3 fils sont nés en France, et sont tous les 3 scolarisés dans la même classe en CE1 à l'école de Roger Perat de Saintes. Déboutée de l'asile, la famille, qui rentre dans les critères de la circulaire Valls a déposé une demande de régularisation.

Libéré le 3 avril par la préfecture du Maine et Loire, avec annulation de l'OQTF

4 avril

Hauteville (01)

M. Mahmuti, arrêté au cours d'un contrôle routier et placé au CRA de Lyon. La famille Mahmuti, kosovars installés à Hauteville, dublinés par le préfet de l'Ain, deux fois placés au CRA avant d'être finalement expulsés malgré le soutien farouche de la population et des élus locaux.

En juin 2012, ils sont revenus et espéraient pouvoir déposer une demande d'asile à Lyon. En vain. Seule lueur d'espoir avec la nouvelle donne politique, le Préfet n'irait pas les chercher, c'est tout. A eux de se faire régulariser par le travail, s'ils trouvent un CDI.

Contrôlé alors qu'il ramenait ses enfants de l'école et roulait sans ceinture le 4 avril, le père est amené au CRA, avec une OQTF sans délai.

Libéré le 8 avril, mais l'OQTF est confirmée.

Choisy le Roi (94)

Enfermement de Seruban SUBRAMANIAM, Sri lankais au Centre de rétention de Vincennes. Arrivé depuis 18 ans en France à l'âge de 21 ans, il est marié à Nalayini KANAGALINGAM, qui attend le résultat de son recours devant la CNDA. Ils ont 3 enfants dont deux sont scolarisés à Choisy le Roi.

Miramas (13)

Arrestation à Montpellier et **enfermement au CRA de Sète de M. MEHOLLI, kosovar** père de 3 enfants scolarisés à Miramas.

5 avril Privas (07)

Le Préfet de l'Ardèche poursuit son acharnement contre la famille géorgienne de Levan Tchulukhadze, Nino Tchulukhadze et leur mère, Mme Lali Gogiaschvili, en signant un arrêté de remise de la famille aux autorités polonaises, dans le cadre des dispositions Dublin 2. Le Préfet fait ainsi fi de l'injonction du Tribunal administratif de Lyon, qui lui avait enjoint de procéder au réexamen de la situation ; au contraire, **il persiste et signe avec cet arrêté de reconduite en Pologne.**

9 avril Oissel (76)

Une femme congolaise « dublinée » vers la Suède est arrivée au CRA de Oissel avec son petit garçon de 3 ans. Motif : non respect de son assignation à résidence à Rouen: elle ne s'est pas rendue à une convocation qui lui avait été faite pour « 5h en vue d'une enquête » car elle pensait être convoquée à « 5h de l'après midi » (le commissariat n'ouvre qu'à 8h et rien ne précisait qu'il s'agissait d'un départ : ni mention de bagage ou de l'enfant). Ne la voyant pas arriver, les policiers l'ont cueillie à 6h du matin dans son lit, sur son lieu d'assignation à résidence, il est donc évident qu'elle a tenté de soustraire... ! Le jeune enfant est très perturbé, Le médecin du centre, qui ne s'est déplacé que 24h après leur

arrivée, est le seul qui ne semble pas alarmé par l'état de l'enfant. Audience au TA de Rouen : le petit a encore crié pendant 1h30 non stop. Sa mère n'a pas pu participer à l'audience car les pleurs de l'enfant masquaient totalement la plaidoirie. La mère est au bout du rouleau, incapable de calmer son enfant. Même l'escorte était atterrée.

Les deux requêtes de l'avocate visant à la libération de l'enfant et à son expertise médicale ont été rejetées.

La mère a été expulsée le 11 avril vers la Suède, qui risque fort de la réexpédier au Congo.

Expulsée

10 avril

Rennes (35)

Irakli, 16 ans, mineur placé en rétention

Mineur isolé géorgien, pris en charge par l'ASE 22 et toujours sous tutelle de l'Etat, a été placé au CRA sur convocation à la PAF suite aux tests osseux... Le juge a précisé qu'il s'agissait du 60e mineur présenté devant le TA de Rennes. La décision contre l'annulation de l'OQTF est mise en délibéré.

Irakli a été raccompagné à la gare. RESF 22 est intervenu auprès du CG 22, qui avait mis fin à sa prise en charge, afin que Irakli ne se retrouve pas à la rue.

11 avril

Lyon (69)

David Hambardzumyan, lycéen, 20 ans, arrêté lors d'un contrôle routier placé en rétention. Le 15 avril, le Juge des Libertés a décidé de sa libération, mais le Procureur fait appel.

David a quitté l'Arménie avec ses parents alors qu'il avait 11 ans. Après être passé par la Russie, David vit à Lyon avec son père, sa mère, et sa jeune sœur depuis qu'il a 15 ans.

Il a été scolarisé depuis 2009, et en juin 2012, il a obtenu son CAP d'électrotechnique. Le 13 avril 2012, il était parrainé à la mairie de Givors, en présence du maire, M. Passy, de RESF et de tout ses camarades et professeurs.

Libéré le 17 avril, après une forte mobilisation au TA de ses anciens camarades et profs.

Val d'Oise (95)

Expulsion de Moi SOUMARE, sénégalais embarqué de force, menotté et ligoté dans un avion pour Dakar, en dépit de nombreuses interventions d'élus locaux, témoignant de son insertion en France, de ses liens familiaux et de l'engagement militant de sa compagne pour le changement en 2012. Père d'une fille française de 2 ans.

Expulsé

Nantes (44)

Deuxième arrestation et enfermement en moins d'un mois d'Eliuardy TZERTSVADZE, géorgien, père d'un garçon de 3 ans, Davit, scolarisé en maternelle. Il risque l'expulsion vers la Pologne, séparé de sa femme enceinte et de son fils. Il venait d'être libéré le 18 mars.

17 avril

Paris (75)

Lacranioara CONSTANTIN, roumaine. Enfermée au CRA Cité. Elle est enceinte de 5 mois et demi et maman d'un petit garçon de 17 mois ; ce dernier est gardé la journée sur le campement de Seine St Denis où habite la famille par une fillette de 12 ans, le père rentre le soir au campement.

Libérée le 18 avril

Lavan SULAPHOL, thaïlandaise, maman d'une petite fille d'1 an, qu'elle allaite. L'enfant se trouve actuellement avec le papa, qui est Thaï et actuellement en attente d'une réponse de la préfecture de Seine-et-Marne suite à une demande de titre de séjour déposée en janvier 2013.

Libérée le jour même

18 avril Rennes (35)

Arrestation au guichet

Après 7 ans de présence en France, Mr P., Arménien qui a été débouté du droit d'asile et était sous le coup d'une Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF), était convoqué à la préfecture d'Ille et Vilaine 35 pour déposer son dossier de régularisation, conformément à la Circulaire Valls du 28 novembre.

Il s'est présenté au guichet avec la photocopie de son passeport. L'agent a refusé d'enregistrer son dossier et lui a demandé de retourner à son domicile chercher son passeport.

À son retour 1h plus tard, la Police aux Frontières l'attendait au guichet : elle l'embarque et l'assigne à résidence. Son passeport a été conservé par l'administration...

19 avril Annecy (74)

Emine Muslija, mère seule, a été expulsée avec ses 5 enfants, pour le Kosovo.

La famille, albanaise du Kosovo, arrivée en France il y a deux ans et demi, déboutée de sa demande d'asile. Les 5 enfants dont le père est mort, étaient scolarisés. Les parents de l'école venaient de découvrir la situation;

Elle avait un OQTF depuis juin 2012, et était assignée à résidence.

La police les a embarqués ce matin vers 6 ou 7h... Direction St-Exupéry... puis le Kosovo.

Expulsée

BILAN du 29 mai 2012 au 19 avril 2013

La 1^{ère} année du quinquennat touche à sa fin, mais, hélas, pas un jour sans que surgissent de nouvelles annonces de drames : arrestation, enfermement en rétention, et l'engrenage oppressant des procédures (recours, audience au tribunal administratif, devant le Juge des libertés, appel, maintien en rétention, l'attente de la présentation redoutée à un consulat pour la délivrance d'un laissez passer, l'affichage d'un vol, le refus d'embarquement, la prison, l'issue, heureuse ou tragique, libération ou expulsion.

Le recueil des données contenues dans la chronique n'est pas exhaustif. Les données qui parviennent à RESF restent incomplètes, difficiles à préciser lorsque le contact n'a pas été poursuivi. Le ministère de l'Intérieur a ses chiffres, qu'il les publie ! La chronique décrit à sa manière schématique l'absurdité et la dangerosité d'un système de traque des étrangers, globalement inefficace, donc inutile, et principalement destiné à envoyer un double message

en direction des étrangers : *voilà ce qui vous attend.*

en direction de la part la plus frileuse et xénophobe de l'opinion : *nous enfermons, nous expulsions, vous ne pourrez nous reprocher de n'avoir rien fait.*

Les mobilisations citoyennes, sous les formes les plus diverses, et l'exercice de la justice ont permis de freiner depuis plus de dix ans la machine à broyer des vies.

Aujourd'hui, c'est la loi qui doit changer et régulariser

Situations mentionnées avec	133
Jours de rétention totalisés	1306
Lycéens enfermés	10
Lycéens expulsés	2
Expulsions	33
Libérations	80
Hommes	103
Femmes	27
Enfants victimes de l'enferme-	176
Conjoint souffrant de l'enferme-	51
Enfants enfermés	8
Expulsions de Familles entières	4

PAYS / NATIONALITE D'ORIGINE : 36

Arménie	13
Géorgie	12
RDC/Congo	10
Chine	7
Algérie	7
Kosovo	6
Maroc	5
Tchéchénie	4
Angola	3
Brésil	3
Cap-Vert	3
Sri-Lanka	3
Cote d'Ivoire	3
Rom	3
Guinée	2
Mongolie	2
Philippines	2
Daghestan	2
Kurde	2
Roumanie	2
Afghanistan	1
Bosnie	1
Bangladesh	1
Bénin	1
Burkina	1
Cameroun	1
Comores	1
Egypte	1
Inde	1
Pakistan	1
Russie	1
Turquie	1
Sénégal	1
Somalie	1
Ukraine	1

